



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2641
15 mars 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Renoncement de Bouteflika

Une étape dans la lutte du peuple algérien

Pages
8, 9, 10



OBSERVAlgÉRIE

**Changement
climatique**

**Un système
à combattre**

Page 16

**Loi
anticasseurs**

**Macron
la matraque**

Page 3

**30 tuées
en deux mois**

**À bas la violence
contre les femmes**

Page 5

Le renoncement de Bouteflika, un encouragement pour le peuple algérien

Le renoncement de Bouteflika à un cinquième mandat est un premier succès de la contestation en Algérie. Vendredi 8 mars, dans tout le pays, les manifestations ont été massives. Jamais autant d'Algériens, de nombreuses femmes en particulier, n'avaient crié leur colère. Celle-ci est entièrement légitime. La population ne supportait plus la mascarade qui consistait à maintenir un impotent à la tête de l'État, tandis qu'en coulisses les affairistes qui gravitent autour de lui s'approprient les ressources du pays.

Les travailleurs, jeunes et moins jeunes, avec ou sans travail, forment, avec les étudiants, le gros des cortèges. Ils sont révoltés par ce qu'ils appellent la mal-vie, la dégradation de leurs conditions d'existence. Le salaire minimum est de 130 euros mensuels, et encore de nombreux travailleurs ne le touchent pas. La précarité est la règle. Les jeunes forment la majorité de la population, et un tiers d'entre eux sont au chômage. Dans l'espoir d'une vie meilleure, ils sont de plus en plus nombreux à tenter de traverser la Méditerranée, au péril de leur vie.

Alors que le pays est riche en hydrocarbures, les services publics se dégradent, les écoles sont surchargées, les hôpitaux sont à l'abandon. L'été dernier, une épidémie de choléra, cette maladie de la pauvreté, a frappé. En même temps, les affairistes siphonnent les recettes du pétrole, du gaz, du BTP ou de l'import-export. Les capitalistes étrangers, les Renault, Total, Sanofi ou Lafarge, ne sont pas en reste, attirés par les ressources du pays et la main-d'œuvre bon marché.

Quelles sont maintenant les perspectives pour le peuple algérien ? En renonçant au cinquième mandat de Bouteflika et en reportant l'élection présidentielle, le régime espère mettre fin à la contestation. Un homme plus jeune de la clique au pouvoir, sur le nom duquel les différents clans se seraient mis d'accord, peut lui succéder. Cela reviendrait à tout changer... pour que rien ne change. Les révoltes tunisienne et égyptienne de 2011 furent porteuses de grands espoirs. Bien des protestataires y ont donné leur vie. Pour autant, pour les classes populaires de ces deux pays, l'espoir a été trahi. Les riches ont gardé le pouvoir réel. En Égypte, un dictateur a pris la place du précédent.

En Algérie même, l'armée peut représenter un danger. Par le passé, elle a montré qu'elle était prête aux pires massacres. Ce fut notamment le cas en octobre 1988, quand les jeunes des quartiers populaires se mobilisèrent et que l'armée en tua plusieurs centaines.

Des intérêts contradictoires se dissimulent derrière l'unanimité des manifestants. La majorité d'entre eux veulent avoir un travail et pouvoir en vivre dignement. Des privilégiés, comme le milliardaire Issad Rebrab, patron de Cevital, veulent une plus grande part du butin. D'autres encore, tel l'entrepreneur franco-algérien Rachid Nekkaz, veulent la leur. Et la lutte fait rage pour les places au sommet de l'État.

Des grèves ont touché de nombreuses entreprises. Il est à espérer que les travailleurs y expriment leurs intérêts de classe. Sans cela, même les revendications démocratiques risquent de ne pas être satisfaites. Et pour les jeunes au chômage, pour les pauvres, quel changement y aurait-il à avoir un nouvel homme fort, qui serait aussi méprisant que la clique au pouvoir ?

Alors, il est à espérer que la contestation, forte de ce premier succès sur la question du cinquième mandat, se poursuive. Il est à espérer qu'elle cible aussi ceux qui accaparent les richesses produites par le monde du travail. « *Ils ont des millions, nous sommes des millions* », disent certains manifestants. Oui, il faut que les millions d'opprimés ciblent les millionnaires !

Il paraît que les événements inquiéteraient Macron, solidaire du pouvoir algérien. À l'inverse, la solidarité des travailleurs d'ici va aux manifestants. Leur révolte pourrait ouvrir des perspectives pour les travailleurs du reste du Maghreb, et aussi pour ceux d'ici. Depuis les 132 ans de domination coloniale et de pillage imposés par l'État français au peuple algérien, l'histoire des deux pays est entremêlée. C'est en particulier avec l'immigration algérienne que la classe ouvrière d'ici s'est construite.

Les travailleurs d'Algérie et de France ont les mêmes intérêts. Alors, puissent-ils les faire valoir, de l'autre côté de la Méditerranée comme ici. Vive la lutte de nos sœurs et de nos frères d'Algérie !

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Grand débat: vaste bla-bla 3

LBD: quelles violences policières? 3



Loi anticasseurs: Macron sort le parapluie 3

Dépendance: la solidarité à sens unique 4

Retraites: LREM a des idées... 4

Manifestons le 19 mars 4

Violences faites aux femmes: trentième assassinat 5

Prisons: mépris pour les détenus et pour les surveillants 5

Services publics: une régression qui frappe les plus pauvres 5

Jeunes migrants: le scandale des tests osseux 6



Université PSL-BNP: la nouvelle licence sent le gaz 6

Fil rouge 6

Procès Tapie: ainsi va le monde des affaires 7

Alimentation: tours de table au profit des gros 7

Indemnités prud'homales: acharnement gouvernemental 7

Changement climatique: un système à combattre 16

DANS LE MONDE

Algérie: la contestation populaire remporte une manche 8



8 mars: les femmes massivement mobilisées 9

Macron et le pouvoir algérien: la stabilité pour les affaires 9

Algérie: les enjeux d'un énorme mouvement populaire 10

Maroc: enseignants contractuels en grève 10

Espagne: la marée violette du 8 mars 11



Chine: Huawei, symbole de la guerre commerciale 11

ENTREPRISES

Véhicules diesel 12

PSA 12

Sanofi 12

SNCF - Paris rive gauche 13

Auchan 13

Nicoll - Cholet 13

Nestlé-Purina - Veauce 13

ATE - Toulouse 14

Airbus - Toulouse 14

Aéroport de Roissy 14

CTM - Saint-Denis 14

CHU - Toulouse, URM 15



Hôpitaux de Tours 15

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Fêtes de Lutte ouvrière 3

Réunions publiques 16

Loi anticasseurs : **Macron sort le parapluie**

Mardi 12 mars, la loi anticasseurs a été votée par le Sénat, dont la majorité est à droite. Ce n'est pas une surprise, puisque la loi que le Premier ministre Édouard Philippe avait proposée en urgence, pour impressionner les gilets jaunes et montrer sa poigne, avait été inspirée par Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat.

Comme les sénateurs n'ont pas changé une virgule au texte voté à l'Assemblée nationale le 28 janvier, la loi sera donc adoptée en l'état, sans repasser par l'Assemblée nationale. Elle continue cependant de soulever la contestation, tant il est évident qu'elle est une menace pour la liberté de manifester. Un préfet, représentant de l'État et donc du gouvernement, pourra interdire à une personne de manifester, ce qui était l'affaire d'un juge depuis que les dispositions de l'état

d'urgence étaient entrées dans le droit commun, à l'initiative, déjà, du gouvernement et de Macron ; toute dissimulation de visage dans un défilé sera passible d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende ; les fouilles aux abords des cortèges seront étendues et facilitées. Cinquante-trois organisations, dont le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature, Amnesty international, ont appelé le 7 mars le gouvernement et le Parlement « à abandonner ces mesures qui

violent les principes les plus fondamentaux de l'État et du droit ».

Mais c'est Macron qui a sorti de son chapeau un tour inattendu, en demandant au Conseil constitutionnel de vérifier si tous les articles de la loi sont recevables en l'état. Peut-être a-t-il jugé qu'il avait envoyé suffisamment de signes à l'électorat de droite et à la frange de la population pour qui les gilets jaunes et la contestation, ça va cinq minutes ;

peut-être a-t-il voulu faire un geste en direction des parlementaires LREM qui s'étaient abstenus de voter la loi à l'Assemblée nationale.

En tout cas, Macron évite ainsi d'être mis en cause si le Conseil constitutionnel juge certains articles irrecevables : c'est lui-même qui aura demandé son avis.

Pour les éborgnés et les mutilés des manifestations de gilets jaunes, cette nouvelle étape dans l'adoption de la loi ne changera

rien, puisque la police ou les gendarmes mobiles démontrent qu'ils sont déjà capables d'user et d'abuser d'une violence tout à fait constitutionnelle pour dissuader de participer aux manifestations.

En revanche Macron, bon prince, pourra faire la roue en se présentant comme le garant des libertés. Le grand débat ne l'a que trop montré : il est bon comédien.

Boris Savin

LBD : quelles violences policières ?

Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, s'est offusqué que la haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, ait dénoncé les violences policières et l'utilisation du lanceur de balles de défense, LBD, contre les manifestations de gilets jaunes en France : « Il faut s'étonner tout de même de se retrouver dans une liste entre le Venezuela et Haïti, où il y a des morts [...] à la suite de manifestations ».

Outre qu'il y a eu au moins la mort d'une femme âgée à Marseille à la suite d'un tir de grenade lacrymogène, le gouvernement cherche à minimiser et légitimer la violence des policiers et des gendarmes contre les manifestants, dont des dizaines ont été mutilés ou défigurés. On parle désormais

de vingt personnes éborgnées après des tirs de LBD.

Cette arme ne cesse d'être dénoncée : par les manifestants eux-mêmes bien sûr, mais aussi par le Conseil de l'Europe qui, le 26 février, a demandé la suspension de son utilisation, par des médecins ophtalmologistes qui ont écrit à Macron dès



SERGE D'IGNAZIO

le 6 février pour décrire en spécialistes les ravages de l'arme après un tir touchant l'œil. Dans son rapport annuel, le défenseur des droits, Jacques Toubon, réitère sa demande d'interdiction du LBD contre des manifestants, ainsi que celle de la grenade Gli-F4, contenant une charge de TNT respon-

sable de mutilations ou de blessures graves.

Ces dénonciations ne viennent pas de dangereux agitateurs, mais le gouvernement reste droit dans ses bottes à clous. Les discours sur la France « pays des droits de l'homme » sont bons pour le siège de l'ONU ou pour justifier une

opération militaire à l'étranger. Mais, dans l'Hexagone, il n'est pas question de prendre à rebrousse-poil les forces de police ou de gendarmerie, encouragées à tirer à vue à coups de balles en plastique, ou la partie de l'opinion publique disposée à les applaudir.

B. S.

Grand débat : vaste bla-bla

L'opération grand débat, lancée pour tenter de noyer sous un flot de paroles présidentielles l'incendie allumé par les gilets jaunes, devait initialement se terminer le 15 mars. À quelques jours de l'échéance, Macron souhaite manifestement la faire traîner en longueur, retardant le plus possible le moment où il lui faudra apporter des réponses.

Pour jouer les prolongations, des conférences seront donc organisées dans chaque région jusqu'au 23 mars avec des participants tirés au sort. Un débat sera ensuite réservé aux jeunes à Aix-en-Provence. L'Assemblée nationale et le Sénat organiseront aussi leurs propres discussions début avril. Quant à savoir ce qui va se passer, après toutes ces semaines au cours desquelles Macron a pu faire son show en continu

sur les écrans de télévision, cela reste encore un mystère. Selon le ministre des Collectivités territoriales, Sébastien Lecornu, « le président déploiera les réponses jusqu'à l'été ». Derrière tous ces petits mystères, une nouvelle opération de poudre aux yeux est en cours. Après le grand débat, ce sera « la sortie du grand débat », ou comment faire croire que le président vous a écoutés alors qu'il n'a fait que se moquer de vous.

Daniel Mescla

Les revendications des gilets jaunes n'avaient pas besoin de tant de palabres pour être connues. Elles ont été exprimées pendant des mois sur les ronds-points, dans les manifestations, et une majorité de la population les a alors approuvées. Macron ne risque pas de les satisfaire, car elles vont à l'encontre de ce que le grand patronat exige de lui, qu'il s'agisse de l'exigence d'un revenu permettant de vivre décemment ou de l'arrêt de la fermeture des services publics. Il continue donc sa mise en scène, en essayant de trouver le meilleur scénario pour que tout cela ne se termine pas par les sifflets des spectateurs et un retour de bâton.

Fêtes de Lutte ouvrière

Limoges

Dimanche 23 mars à partir de 17 heures

Salle Lucien-Neuwirth
Val de l'Aurence

Angers-Trélazé

Samedi 30 mars à partir de 16 heures

salle Aragon, rue Joseph-Bara

Intervention de Jean-Pierre Mercier à 18 h 30

Creil

Samedi 30 mars à partir de 16 heures

À Villers-Saint-Paul

Intervention de Nathalie Arthaud à 18 h 30

Montbéliard

Samedi 6 avril à partir de 16 heures

La Roselière - salle polyvalente

Débat avec Jean-Pierre Mercier et Michel Treppo à 17 h 30

Retraites : LREM a des idées...

Le parti gouvernemental LREM, voulant lui aussi participer à l'opération du grand débat, a offert ses propositions et ses « idées pour la France ».

L'ouvrage est difficile : entre le désir de ne pas trop apparaître comme un parti de godillots, ce qu'il est, et la tendance naturelle à être plus royaliste que le gouvernement, la marge est étroite. Aussi les propositions avancées par Stanislas Guerini, délégué général de La République en marche, sont on ne peut plus timides. Outre la taxation des Français expatriés dans des pays n'ayant pas de convention fiscale avec la France, la suppression totale de la taxe d'habitation, favorisant ainsi les 20 % les plus riches, il propose de répondre au



« sentiment d'injustice lié à la sous-indexation des retraites ».

Le Parlement, avec Guerini et tous les députés de LREM, ayant approuvé la décision gouvernementale de limiter la revalorisation des retraites à 0,3 % pour 2020 et 2021, loin des 1,8 % d'inflation constatée par l'Insee, le même Guerini propose courageusement une augmentation des pensions au niveau de l'inflation. Mais

point trop n'en faut ! Cette hausse ne concernerait que les pensions les plus faibles, sans d'ailleurs préciser où se situerait la barre.

Guerini a précisé que ces idées géniales émanaient de 3500 contributions en ligne et de 50 auditions au sein de quatre groupes de travail de son parti. Autrement dit, surtout pas des gilets jaunes.

Bertrand Gordes

Dépendance : la solidarité à sens unique ?

Le député Stanislas Guerini, porte-parole de La République en marche, a dévoilé dimanche 10 mars quelques propositions que son parti pourrait défendre lors de la prochaine campagne de l'élection européenne.

Parmi les suggestions émanant paraît-il des revendications des gilets jaunes, figure l'instauration d'une nouvelle journée de solidarité destinée à financer la dépendance des personnes âgées.

Cela reviendrait pour les salariés à fournir une journée de travail de sept heures non rémunérée, sur le modèle de celle créée en 2004, un an après la canicule qui avait occasionné une surmortalité d'environ 15 000 personnes. Manque de lits, manque de personnel, pas d'endroit où se rafraîchir un peu, que ce

soit dans les hôpitaux ou les maisons de retraite : la scandaleuse insuffisance de moyens et de personnel avait été meurtrière.

Qui allait payer pour pallier les insuffisances du service de santé ? Eh bien, ce seront les salariés, avait décrété le gouvernement Raffarin, qui avait supprimé le congé du lundi de Pentecôte pour les faire travailler gratuitement. Depuis 2008, la date peut être fixée par les entreprises un autre jour férié de l'année (sauf le 1^{er} mai), mais le principe est resté inchangé.

Le parti de Macron prend donc à son compte le faux prétexte que, puisque l'on vit de plus en plus vieux, c'est aux travailleurs d'être solidaires des anciens et de financer en partie leur dépendance. Comme s'ils ne se l'étaient pas depuis longtemps financée eux-mêmes par leur travail !

Mais en même temps le gouvernement continue de fermer des structures hospitalières, réduit encore plus le personnel et, surtout, se garde bien de demander aux possédants, aux actionnaires de grandes sociétés multimillionnaires, de verser le moindre centime pour la santé et le bien-être des vieux travailleurs.

P.G.

Marianne Lamiral

Mélenchon-Macron : faux débat sur l'Europe

À la tribune de Macron vantant la protection donnée par l'Union européenne (UE), Mélenchon répond par la sienne, au tirage plus modeste mais au titre plus détonnant « *Sortez des traités, stupides !* » Il y accuse l'UE, et plus précisément les traités qui la constituent, d'être à l'origine de tous les maux.

Mais les attaques contre les travailleurs, les emplois, les salaires, les services publics ne concernent pas seulement les pays de l'UE. Les autres pays capitalistes développés, les États-Unis en premier lieu, pour ne pas parler des pays dits émergents, les connaissent tout autant. Ces attaques ont lieu sous toutes les latitudes et

tous les gouvernements. Elles ne dépendent d'aucun traité qu'on pourrait signer ou déchirer, mais du rapport des forces entre travailleurs et capitalistes.

Macron nie ces attaques ou les justifie au nom des intérêts supérieurs de l'économie, c'est-à-dire des profits patronaux. Mélenchon souligne certes les attaques

et prétend les combattre, car il ne s'adresse pas au même électorat. Mais en désignant les traités comme source unique du mal, il dédouane les capitalistes français et trompe les travailleurs. De plus, dans sa course avec Le Pen pour devenir l'opposant numéro 1, il se place comme elle sur le terrain du nationalisme, du protectionnisme, de tout ce qui concourt à diviser les travailleurs et à les ranger, bon gré mal gré, derrière leurs patrons. Être pour ou contre les traités qui constituent l'Union

européenne est une question qui ne peut concerner que ceux pour qui ils ont été signés et pour qui ils seront peut-être un jour abrogés : les capitalistes. Macron comme Mélenchon veulent enfermer les travailleurs dans ce faux débat car leur métier, en définitive, consiste à cacher la réalité de la lutte de classe.

L'intérêt des travailleurs, au contraire, est de distinguer dans chaque événement leurs intérêts de classe et de combattre sur ce seul terrain.

Manifestons le 19 mars !

FO, la CGT, Solidaires et les organisations de jeunesse UNEF et UNL appellent à une journée d'action de mobilisation et de grève mardi 19 mars.

« Dans un contexte où la précarité s'aggrave partout, la nécessité de gagner l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'égalité femmes-hommes et un véritable droit à l'éducation et à la formation devient primordiale », indique le communiqué commun de ces syndicats.

Effectivement, la cherté de la vie et le chômage sont les deux fléaux qui frappent les travailleurs et pourrissent leur existence quotidienne. Dans le même temps, la fortune des plus riches, des actionnaires, des possédants

explose. Le grand capital prélève une part toujours plus grande des richesses créées par les travailleurs. Et l'accès des plus modestes aux soins, à l'éducation, aux transports, au logement est sacrifié. Il est donc indispensable que le monde du travail impose ses exigences vitales.

Avec le mouvement des gilets jaunes, une partie du monde du travail a relevé la tête contre cette dégradation continue des conditions d'existence.

Cependant, si cette mobilisation a démarré à la mi-novembre, il a fallu attendre pour que la CGT

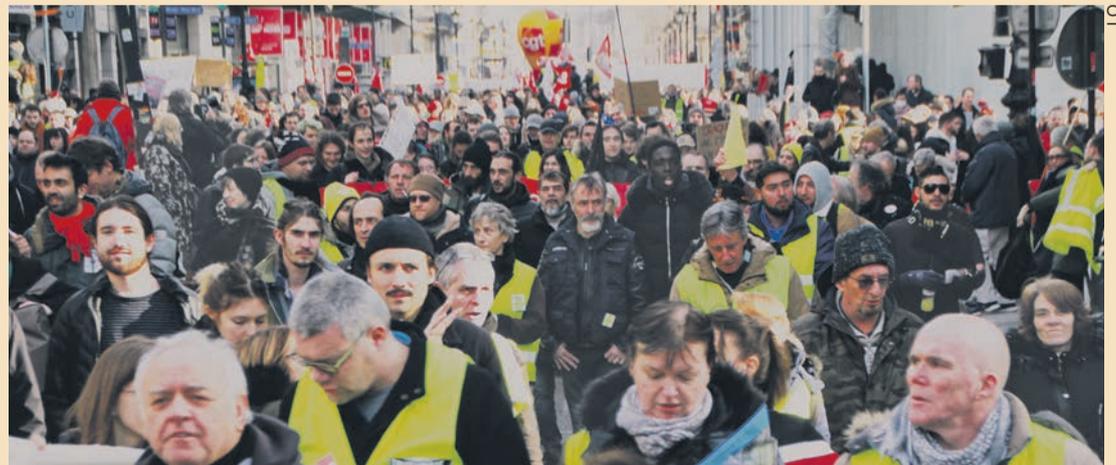
appelle à « travailler les convergences avec les gilets jaunes », qu'elle avait accusés au départ d'être manipulés par l'extrême droite ou le patronat.

Sans illusions sur la volonté réelle des directions

syndicales, les travailleurs qui feront grève et participeront aux manifestations le 19 mars auront raison de saisir cette occasion de montrer leur mécontentement, leur opposition à la politique

gouvernementale et patronale, et d'exprimer leurs revendications. Ils pourront aussi affirmer leur volonté d'engager la véritable lutte, sans attendre que le signal vienne d'en haut !

Christian Bernac



Violences faites aux femmes : trentième assassinat

Le 3 mars, Julie Douib, âgée de 34 ans, a été assassinée par le père de ses deux enfants. Elle avait été menacée directement et avait déposé plusieurs plaintes à la gendarmerie, sans être prise au sérieux. Julie Douib est la trentième femme à être assassinée par son compagnon ou ex-compagnon depuis le début de l'année.

Elles avaient été 130 en 2017 et au moins 109 en 2018. Des centaines de femmes et d'hommes ont manifesté leur colère, en Corse où le meurtre a été commis, et dans le Val-de-Marne, où Julie Douib est née.

Macron avait pourtant décrété l'égalité homme-femme grande cause nationale 2018. Sa secrétaire d'État dédiée à cette cause, Marlène Schiappa, occupe pourtant les plateaux de télévision pour assurer le monde entier de son ardeur féministe. Les diverses affaires qui ont agité le monde du cinéma, celui

des médias et jusqu'à celui des religieuses cloîtrées et des jeunes du PCF ont pourtant montré, s'il le fallait, que le machisme sévissait partout et toujours. Mais les moyens consacrés par ce gouvernement à l'égalité entre les sexes semblent inversement proportionnels à la longueur de ses discours sur le sujet.

En novembre de l'an passé, le haut commissariat à l'Égalité, organisme officiel dont les membres sont nommés par l'administration, et le Conseil économique social et environnemental, peu enclin à la contestation,

ont enquêté sur la question. Ils concluaient que le gouvernement consacrait 79 millions d'euros par an à l'aide et à la protection des femmes menacées par leur compagnon. Or, disaient-ils, il faudrait 506 millions d'euros pour leur permettre d'être hébergées avec leurs enfants, accompagnées, défendues. Les centres d'hébergement des femmes en danger et de leurs enfants sont trop peu nombreux, trop peu connus, trop peu subventionnés. En janvier 2018, après un flot d'appels, SOS femmes battues a dû fermer son standard, faute de personnel. On se souvient de cette femme qui, ne trouvant ni centre d'hébergement, ni moyen de transport, ni aide de la police, avait dû revenir chez son compagnon violent. Ce dernier l'avait défenestrée,

la condamnant au fauteuil roulant pour le reste de ses jours. Le fonds d'indemnisation des victimes avait ensuite refusé de lui accorder une indemnisation complète, osant la juger en partie responsable de sa situation, puisqu'elle était retournée auprès de son bourreau! Dans ce pays, tous les trois jours une femme est assassinée par son conjoint. Cela veut dire que des centaines, des milliers de

femmes peut-être sont en danger, et parfois de mort, chaque jour. Et combien vivent dans la peur, violentes tout au long de leur vie? Eh bien ce gouvernement, cet État, ce système social, ne leur consacrent même pas l'équivalent du prix d'un seul avion Rafale, ou la moitié de ce qu'a reçu la seule entreprise Carrefour au titre du CICE pour l'année 2014.

Paul Galois

Prisons : mépris pour les détenus et pour les surveillants

Après l'agression au couteau de deux des leurs, les surveillants de la prison de Condé-sur-Sarthe n'ont pas cessé de manifester devant l'établissement pendant une semaine. Les manifestations se sont étendues à des dizaines de prisons pendant plusieurs jours.

Présenté comme un islamiste radicalisé, l'assailant de Condé-sur-Sarthe, condamné à trente ans de réclusion pour un crime de droit commun, s'était retranché dans une unité de vie familiale de la prison avec sa compagne, qui a été tuée lors de l'assaut du Raid. Le drame est présenté comme un attentat par le ministère de la Justice, mais c'est la situation plus générale de l'univers carcéral qui suscite les réactions du personnel pénitentiaire. La dégradation de la situation des prisons en France, des deux côtés des barreaux, est devenue aujourd'hui une évidence.

Ainsi, en décembre dernier, l'Observatoire

international des prisons (OIP) dénonçait un «terrible record» pour la France, avec 71 000 détenus et une surpopulation estimée à 22 890 par rapport aux capacités d'accueil des prisons. L'OIP annonçait un chiffre de 1 506 détenus dormant par terre. Promiscuité, vétusté des locaux, violences sont le quotidien des détenus et font de la prison, et ce n'est pas nouveau, l'école du crime ou le vestibule de la folie. Les enfermements augmentent, au fur et à mesure de dégradation de la société et des démonstrations de fermeté des gouvernements.

Cette dégradation est aussi ressentie par le personnel, enfermé lui-même et condamné au huis clos

avec les détenus.

Il y a un an déjà, en janvier 2018, le personnel pénitentiaire avait bloqué pendant plusieurs jours la quasi-totalité des centres de détention du pays. Le gouvernement avait répondu par des promesses, mais rien n'a changé depuis, et les mêmes revendications ressurgissent. Les questions de sécurité, d'effectifs, de conditions de travail et de salaire, un surveillant gagnant en moyenne 1 400 euros, sont remises en avant par les manifestants devant les établissements. Le mépris et la dégradation des conditions de travail vécus par les gardiens de prison sont un aspect de la dégradation générale de tous les services de l'État. Les prisons sont le miroir d'un pays, dit-on. Le reflet qu'elles renvoient en France n'est beau à voir, ni pour les détenus ni pour les surveillants.

Boris Savin



Surveillants de la prison de Poissy mobilisés.



Services publics : une régression qui frappe les plus pauvres

Le rapport 2018 du défenseur des droits, un organisme officiel dirigé par Jacques Toubon, vient d'être publié. Il illustre combien le délabrement ou la disparition progressive de services publics essentiels frappe les plus défavorisés.

Ainsi la dématérialisation des démarches administratives, c'est-à-dire l'obtention de documents par Internet, est généralisée dans de nombreux services, permettant de réduire les effectifs d'accueil au public. Si cela constitue un progrès pour certains, ce n'est pas le cas pour beaucoup, notamment pour les 7,5 millions de personnes privées d'une couverture Internet de qualité, en particulier dans les petites communes. Des centaines de milliers de personnes ont par exemple été privées de permis de conduire ou de cartes grises, faute de pouvoir les obtenir au guichet.

Les conséquences des suppressions d'effectifs dans les services publics sont dramatiques. Des retraités, en raison des suppressions de personnel dans les caisses de Sécurité sociale, ont dû attendre plusieurs mois après leur

cessation d'activité pour obtenir leur pension.

Le rapport souligne que le manque de moyens pour la protection de l'enfance se traduit par des mesures d'assistance éducative qui ne sont pas exécutées. Des enfants se retrouvent aussi placés dans des lieux inadaptés.

Le suivi médico-social des enfants handicapés, par exemple en orthophonie, est également négligé, faute de financement ou de personnel dans les structures publiques.

Venant d'un ancien ministre de droite, haut commis de l'État et loyal serviteur de la bourgeoisie, ce rapport est d'autant plus accusateur. Il est à lui seul une illustration de la régression générale que le capitalisme en crise inflige à l'ensemble de la société, et particulièrement aux plus pauvres et aux plus fragiles.

Christian Bernac

Jeunes migrants : le scandale des tests osseux

Mardi 12 mars était examinée par le Conseil constitutionnel une procédure visant à contester l'utilisation des tests osseux pour déterminer l'âge des jeunes migrants.

Pratique exceptionnelle dans le passé, les radiographies de la main pour évaluer l'âge des jeunes migrants isolés arrivant en France sont devenues quasi automatiques. L'objectif du gouvernement en les généralisant est de refouler le plus possible de ces jeunes, originaires souvent d'Afrique subsaharienne ou d'Europe de l'Est, en prétendant s'appuyer sur des critères scientifiques, même lorsqu'ils sont détenteurs de documents d'état civil de leur pays d'origine prouvant qu'ils sont mineurs.

D'après les médecins, ces tests osseux ne sont aucunement fiables, avec une marge d'erreur dans l'évaluation de l'âge de la personne variant de 18 mois à trois ans, voire à six. Les tables de référence sur lesquels ces tests sont censés déterminer un âge approximatif datent des années 1930 et ont été établies à

partir d'adolescents de la petite bourgeoisie blanche américaine. C'est dire l'arbitraire de ces procédures qui sont parfois pratiquées sur les mineurs arrivant seuls, traités comme des suspects dès leur arrivée et envoyés dans la zone d'attente de l'aéroport de Roissy.

Pour ces jeunes arrivés seuls en France, les résultats de ces tests peuvent entraîner une aggravation brutale de leur situation. Après un périple de plusieurs années où ils ont subi souvent la violence des mafias et des polices des pays traversés, après avoir réussi à franchir les barbelés toujours plus nombreux qui entourent l'Europe, leur sort peut basculer brutalement. Alors qu'un mineur est censé recevoir ici aide et protection, un migrant reconnu majeur devient un étranger clandestin avec obligation de quitter le territoire. Quand il en avait une, il



perd alors sa chambre de foyer et souvent le droit de continuer à suivre une formation professionnelle.

Bien au-delà du caractère scandaleux des tests osseux, c'est toute la politique du gouvernement envers les migrants, et en particulier les plus jeunes, qui est une ignominie. L'État français

et sa politique impérialiste sont largement responsables de la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les pays d'origine des migrants.

Accueillir dans des conditions dignes tous ceux qui ne demandent qu'à gagner leur pain en travaillant, mineurs ou pas,

devrait être une évidence, d'autant plus dans un pays riche.

Les capitalistes de par le monde estiment tout à fait normal qu'eux-mêmes puissent circuler et se déplacer comme ils veulent. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les travailleurs?

Gilles Boti

Université PSL-BNP : la nouvelle licence sent le gaz

Le réseau d'universités Paris sciences et lettres (PSL) a récemment programmé un cursus de formation aux métiers du développement durable.

Le réseau regroupe des facultés et grandes écoles telles que l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, Paris-Dauphine ou l'Institut Curie. Il a fait affaire, pour sponsoriser cette licence « Impact positif », avec la BNP Paribas, unique mécène apportant 8 millions d'euros sur cinq ans.

Le groupe bancaire se défend de chercher à recruter ainsi ses futurs cadres, pratique pourtant courante pour les entreprises mécènes de grandes écoles, et prétend répondre « à la demande actuelle de toutes les entreprises de bénéficier de profils mieux formés à ces problématiques essentielles ». Les capitalistes n'ont pas manqué de remarquer que, sous couvert d'économie verte et de développement prétendument durable, il y a du profit à faire. Les banques, comme les autres, ont senti le vent.

On comprend l'indignation des représentants d'enseignants, de salariés et d'étudiants à l'annonce de ce partenariat, alors que, selon eux, la BNP Paribas

« comptabilise près de 4 milliards d'euros de prêts et d'émissions d'actions et d'obligations pour le compte des développeurs de charbon » et investit dans des projets de construction de pipelines pétroliers et gaziers au Canada ainsi qu'entre la Turquie et l'Europe. Sous de tels auspices, la fameuse licence écologique sentira le gaz, le CO₂ et surtout le fric!

Selon l'ONG Oxfam, la BNP, la Société générale et le Crédit agricole ont été les principaux pourvoyeurs de fonds des énergies fossiles, qui sont la première source de gaz à effet de serre au niveau mondial. Ces groupes ont en effet investi sur les trois dernières années 10 milliards d'euros dans le très polluant secteur du charbon.

En consacrer une toute petite partie à se construire une image un peu plus propre n'est donc qu'une stratégie publicitaire bien normale, un blanchiment en quelque sorte.

Viviane Lafont

Jack Lang rhabillé pour l'hiver

Le couturier Smalto a offert à l'ancien ministre et actuel président de l'Institut du monde arabe, Jack Lang, pour 200 000 euros de costumes, en six ans. Il n'y aurait pas de contrepartie. Le fait de voir sa griffe portée dans les salons par un homme si élégant, si connu, si remarquable aurait suffi à remplir de joie le tailleur.



Fil rouge

C'était même un bon placement, puisqu'à chaque enterrement people, défilé de mode, événement politique, le mannequin présentait son costume sur mesure, sa chemise empesée, son sourire à dix carats et faisait sa petite révérence devant les caméras complaisantes.

La pratique est courante. Toutes les stars, demi-stars et même moins que ça de la télé réalité se font prêter des costumes et des bijoux de marque. Mais, d'habitude, elles les rendent après le défilé.

Diocèse de Nantes : stupéfiant ? Pas tant que ça

Officiellement, le directeur diocésain de Loire-Atlantique vient d'être licencié pour des raisons professionnelles. En poste dans la région depuis 2017, ce haut responsable de l'enseignement catholique, qui chapeaute les 348 établissements privés sous contrat du département, était pourtant connu comme un bon père de famille, un catholique traditionaliste, ce qui ne l'empêchait pas d'organiser des soirées festives où circulait, entre autres, de la cocaïne. Il a par conséquent été mis en examen pour détention, offre, cession

et acquisition de produits stupéfiants et placé sous contrôle judiciaire.

En voilà un à qui l'opium du peuple ne suffisait pas...

Grand débat : un expert

Au nombre des cinq personnalités nommées en janvier dernier pour veiller à l'indépendance du grand débat figure Jean-Paul Bailly, qui fut PDG de La Poste entre 2002 et 2013. Ses états de services à la tête de cette société sont éloquentes.

Sous sa présidence, entre 60 000 et 70 000 emplois ont été supprimés à La Poste. 5 000 bureaux ont été fermés et remplacés par des points-relais chez des commerçants ou des agences communales. Enfin, La Poste a été transformée en société anonyme.

Aux gilets jaunes qui protestaient, entre autres, contre la disparition des services publics dans leur village, Macron a donné Bailly comme arbitre.

Géométrie amusante

Sachant que le pentagone a cinq côtés, l'hexagone six l'octogone huit etc. qui est le champion des polygones?

C'est le Carlos Ghosn évidemment, il a des millions de côté!

Procès Tapie : ainsi va le monde des affaires

Bernard Tapie est de nouveau face à des juges, dans une histoire à rebondissements : celle de la vente par le Crédit lyonnais de la société Adidas, un temps tombée dans l'escarcelle de cet affairiste.

Dans la saison 2019 d'un long feuilleton politico-judiciaire, Tapie se trouve mis en examen pour escroquerie en bande organisée et détournement de fonds publics. La justice lui reproche d'avoir récupéré plus de 400 millions d'euros en 2008 dans un arbitrage où les arbitres, soutenus par le gouvernement d'alors, celui de Sarkozy, avaient outrageusement favorisé Tapie.

Ce dernier sera-t-il ou pas condamné, et rendra-t-il l'argent ? En tout cas, il a eu les moyens de s'offrir les meilleurs conseillers pour multiplier, durant des années, les manœuvres, les appels, et pour organiser son insolvabilité. La justice expéditive, c'est bon pour les voleurs de bicyclette, pas pour les hommes d'affaires de haut vol, ni pour leurs soutiens politiques.

Quant au palmarès de Tapie, il pourrait encore s'enrichir. Car si les médias se sont étendus sur le parcours d'un Tapie chanteur, acteur, animateur de télévision, chef de nombreuses entreprises, patron d'une équipe du Tour de France, de l'OM, député, ministre, patron de presse avec *La Provence* et *Corse-Matin*, ils sont restés discrets sur les « décorations » qui parsèment sa success story. Pourtant, ses condamnations abondent, parfois à de la prison (affaire Testut), pour corruption, subornation de témoins, fraude fiscale (affaire du yacht *Phocea*), faux, usage de faux et recel de faux, abus de confiance et de biens sociaux (affaire de l'OM), et on en passe.

C'est un véritable Code pénal ambulant que cet individu qui trempe dans les affaires, dans tous les sens du terme, depuis un

demi-siècle. À sa façon, il renvoie une image, partielle mais parlante, de ce qu'est la bourgeoisie française.

Ainsi, Tapie figurait dès le début des années 1990 parmi les vingt premières fortunes de France. Il y était parvenu en écumant le milieu des entreprises au bord de la faillite. Il les achetait pour 1 franc symbolique et les revendait au plus vite : 125 millions de francs (Terrailon), 260 millions (Look), 470 millions (Wonder), après les avoir restructurées, autrement dit en jetant à la rue leurs salariés. Adidas, La Vie claire et bien d'autres font partie de cette liste, sur laquelle les médias ne s'étendent pas non plus quand ils décrivent le personnage Tapie.

Comme les capitalistes de son espèce, celui-ci a amassé une fortune colossale en privant de leur gagne-pain des milliers de travailleurs, et les tenants du système capitaliste n'y voient rien de répréhensible. Pas plus que dans le fait qu'il a cherché des appuis politiques tous azimuts pour ses affaires : auprès du RPR de Toubon et Pasqua, puis de Mitterrand et Bérégovoy, sans oublier Le Pen père, et plus récemment, dans l'affaire qui l'envoie devant un tribunal, de Christine Lagarde, ministre de l'Économie de Sarkozy, devenue depuis patronne du Fonds monétaire international, à côté de grands commis de l'État, comme Stéphane Richard devenu depuis président d'Orange, d'un très haut magistrat, d'un avocat, etc.

Que du beau monde, en somme. Certes, il n'est guère ragoûtant, mais la bourgeoisie française a les héros qu'elle mérite.

Pierre Laffitte



Opération promotion de la marque "C'est qui le patron".

Alimentation : tours de table au profit des gros

Les négociations commerciales entre distributeurs et industriels sont officiellement terminées depuis le 1^{er} mars. Ces accords, contrairement aux déclarations mensongères des parties prenantes, se font sur le dos des petits producteurs et des consommateurs.

Il est de bon ton aujourd'hui, aussi bien du côté du gouvernement que des entreprises, de proclamer haut et fort que les décisions prises en matière de prix dans le cadre cloisonné de leurs rencontres visent d'abord à préserver le revenu des agriculteurs et à valoriser les petites et moyennes entreprises proches des centres de distribution, tout en favorisant le pouvoir d'achat des consommateurs. Tout cela, ce sont des discours.

Toutes les enseignes de la grande distribution mettent par exemple en avant dans leurs rayons des palettes de litres de lait du genre « C'est qui le patron ? », dont le prix de vente est censé garantir un revenu décent aux producteurs. Pour illustrer leur démarche responsable et durable, elles ont toutes communiqué sur des accords signés dans ce sens avec les plus gros

collecteurs et transformateurs de lait, fixant des prix plus élevés pour les producteurs. Elles ont juste oublié de dire que ces accords continuent d'instituer des prix inférieurs aux prix de revient des producteurs et concernent seulement 15 % de la production laitière. C'est ce qu'a rappelé un dirigeant de la Fédération nationale de la production laitière, branche laitière de la FNSEA, le principal syndicat d'exploitants agricoles – surtout de ceux qui ont le plus d'hectares.

La réalité est que le match des négociations commerciales annuelles se joue entre les plus gros acteurs du marché, tant du côté des producteurs agricoles que des industriels et des distributeurs.

En Normandie, où dominent en maîtres les Lactalis, Danone, Nestlé, Savencia et les groupes coopératifs comme Agrial, la production

de lait a augmenté de 13 % ces dix dernières années, mais le nombre d'élevages laitiers a reculé de 35 %. Sur l'ensemble de la région, 320 fermes laitières disparaissent chaque année, alors que le nombre de vaches augmente. Comme le souligne le quotidien *Ouest-France*, « le club des 300 exploitations de plus de 400 ha continue de grossir ». Comme le club des grands groupes de l'industrie et de la distribution.

Ainsi Lactalis a racheté en quelques mois pas moins de huit sociétés, dont trois aux États-Unis. Et, chez les distributeurs, huit enseignes imposent leurs conditions de prix au travers de quatre centrales d'achat. C'est dire que, tout en se proclamant concurrentes vis-à-vis du consommateur, elles achètent ensemble, comme c'est le cas de Carrefour avec Système U et Cora, ou encore d'Auchan et Casino.

La nuisance sur l'ensemble de la société de ce monde des capitalistes de l'agriculture, de l'industrie et de la grande distribution n'en est que plus importante.

Philippe Logier

Indemnités prud'homales : acharnement gouvernemental

En septembre 2017, l'une des ordonnances Macron avait plafonné les indemnités auxquelles les Prud'hommes pouvaient condamner un patron en cas de licenciement abusif. Cela revenait clairement à dire aux patrons qu'ils ne

risquaient pas grand-chose s'ils jetaient dehors un travailleur sans même respecter les formes légales. Mais depuis, quelques conseils de prud'hommes ont choisi de ne pas respecter ce barème Macron, en s'appuyant sur des conventions

du droit du travail européennes et internationales. Ainsi, ils ont condamné des patrons à des sommes supérieures au plafond de vingt mois de salaire.

Or, pour le gouvernement, il n'est pas question de donner un mauvais signal

au patronat. Le 26 février, le ministère de la Justice a donc envoyé une circulaire aux procureurs des cours d'appel pour leur demander de l'informer des cas où des patrons, condamnés au-delà du plafond Macron, feraient appel. Ainsi l'État

pourrait les soutenir en s'associant à cette procédure.

Licenciez tranquille, l'État sera toujours de votre côté : voilà un engagement que le gouvernement tient à honorer par tous les moyens.

Claire Dunois

Algérie : la contestation populaire remporte une manche

Lundi 11 mars, Bouteflika, rentré en Algérie après son hospitalisation en Suisse, a annoncé qu'il renonçait à briguer un cinquième mandat mais que, l'élection présidentielle prévue en avril étant reportée, il restait donc au pouvoir le temps de refondre le système politique.

Les sommets du système, comme le nomment les manifestants, sont donc en train d'essayer d'élaborer une réponse à la contestation populaire qui soit susceptible de faire rentrer celle-ci dans le rang. C'est loin d'être gagné car, dès mardi 12 mars, des manifestants dénonçaient la manœuvre, et la mobilisation de la population reste impressionnante.

Une mobilisation croissante

Vendredi 8 mars, des cortèges encore plus importants que les vendredis précédents ont sillonné les rues de toutes les villes d'Algérie. À Alger, malgré l'absence de métro, de tramway et de trains de banlieue, une marée humaine a envahi les rues. Elle réunissait toutes les générations, majoritairement des jeunes, des femmes en nombre, des travailleurs mais aussi des familles. Tous étaient venus exprimer leur rejet du cinquième mandat et du système. La colère, la joie, le sentiment d'une dignité retrouvée, d'un réveil après toutes les humiliations subies, se lisaient sur tous les visages. La lettre de Bouteflika, alors envoyée depuis Genève, n'a fait qu'attiser la colère. Agitant la menace de la guerre civile, cette lettre les mettait en garde contre le chaos. Et de nouveau les manifestants ont tenu à faire savoir qu'ils étaient pacifistes mais déterminés à refuser ce simulacre de démocratie. Les slogans étaient toujours



Manifestation des étudiants à Alger, le 12 mars.

dirigés contre Bouteflika et son frère Saïd, contre aussi le Premier ministre Ouyahia, qui est détesté. Ils dénonçaient aussi les voleurs, les corrompus qui ont pillé les richesses du pays. Les chants des supporters de foot, scandés depuis des mois dans les stades, ont été repris avec force : « *Y'en a marre de cette vie. Le premier mandat nous a eus avec la décennie noire; le deuxième, on a commencé à voir clair; le 3^e, le pays a maigri avec les intérêts privés; le 4^e, la poupée est morte, c'est celle des profiteurs. On nous laisse vivre dans la misère.* »

Après avoir été conspués la semaine précédente, la plupart des leaders de l'opposition ont déserté la manifestation. L'ex-général Ali Ghediri, candidat déclaré, a été chahuté et contraint de quitter le cortège. Louisa Hanoune du Parti des travailleurs, soutien de longue date de Bouteflika, a eu le même sort.

Le pouvoir et les partis d'opposition cherchent une issue

Face aux démonstrations de force organisées trois vendredis de suite, le pouvoir

a dû changer de ton. Le ministre des Armées, Gaïd Salah, avait menacé les manifestants, tout en les accusant d'être manipulés. Il a par la suite salué leur pacifisme et leur sens patriotique. Derrière ces discours, les partis au pouvoir et les partis d'opposition, rejetés par les manifestants, s'agitent pour préparer une transition honorable pour le pouvoir et qui préserve les intérêts de la bourgeoisie.

Beaucoup, parmi ceux qui se félicitaient des grandioses manifestations, se sont désolidarisés de l'appel à la grève générale, au nom de l'unité nationale et de la stabilité. Il faut, disent-ils, éviter les divisions. Ils craignent avant tout que les aspirations sociales, mises au second plan jusque-là derrière le mot d'ordre « *Non au 5^e mandat!* », surgissent dans la contestation.

Avec l'appel à la grève générale lancé et relayé sur les réseaux sociaux au nom de la désobéissance civile contre le cinquième mandat, la mobilisation populaire est entrée dans une nouvelle étape.

Répondant à cet appel, dimanche 10 mars, jour de reprise après le week-end, l'immense majorité des commerçants ont baissé le rideau. La jeunesse scolarisée des collèges et des lycées a, quant à elle, refusé de rentrer en cours. À Alger, elle a manifesté massivement dans les faubourgs populaires, tentant pour certains de rejoindre le centre-ville.

La décision du ministre de l'Enseignement supérieur d'avancer les vacances de quinze jours et de fermer les universités est apparue comme une manœuvre pour désamorcer la contestation. Elle a eu l'effet inverse. Des

assemblées générales nombreuses, réunissant enseignants, étudiants et agents, se sont tenues dans tous les campus. Les étudiants étaient de nouveau dans la rue dimanche 10, avec comme objectif une grande manifestation mardi 12 mars.

Les travailleurs dans la mobilisation populaire

Dès le 10 mars, répondant aussi à l'appel sur les réseaux sociaux, des travailleurs des entreprises publiques et privées se sont mis en grève. C'est le cas des cheminots de la région d'Alger et aussi des travailleurs du métro, où un service minimum était assuré.

Dans l'immense zone industrielle de Rouiba-Regahia, à l'est d'Alger, des travailleurs ont rejoint la contestation. Contre l'avis des syndicats, qui avaient cadenassé les portes, des cortèges des différents sites de l'usine SNVI (Société nationale de véhicules industriels) se sont retrouvés pour manifester, rejoints par les lycéens. Mais un dispositif policier important les attendait, avec une attitude bien différente de celle des manifestations du vendredi. Les policiers ont d'emblée tenté d'arrêter les cortèges à coups de bombes lacrymogènes. Pour protéger les jeunes lycéens et collégiens, les travailleurs ont organisé le repli, pour revenir plus tard. La grève était observée aussi par les travailleurs des usines de LU, Pepsi Cola, ceux des chantiers publics et de Altuletal, filiale d'un grand groupe des hydrocarbures.

À Bejaïa, les travailleurs de l'usine Cevital, qui emploie plus de 3000 personnes, se sont mis en grève, ainsi

que ceux de la pétrochimie. Presque toutes les entreprises étaient à l'arrêt, ainsi que les activités du port. Le port de Skikda, terminal pétrolier important, était également à l'arrêt.

À Annaba, les travailleurs du complexe sidérurgique d'El Hadjar, qui emploie 4000 personnes, ont manifesté en scandant « *Ouyahia, dégage!* », « *Système, dégage!* », et les slogans visaient également le dirigeant de l'UGTA, complice du pouvoir, avec « *Sidi Saïd, dégage!* ».

Les travailleurs de la Sonatrach (Société nationale des hydrocarbures) ont suivi les appels, aussi bien dans les sites et chantiers de Hassi Messaoud, ou du complexe gazier d'Oued Ezzine, qu'à la direction des sites d'exploration à Boumerdès.

Certains patrons ont incité les travailleurs à rester chez eux lundi 11 mars, mais les ouvriers les plus combattifs sont revenus. Les patrons veulent éviter les piquets de grève, les assemblées générales et les cortèges ouvriers. Ils craignent que les revendications sociales surgissent. Les travailleurs du port d'Alger, qui venaient d'obtenir 26% d'augmentation de salaire, réclament maintenant davantage.

Pour trouver une issue à la crise politique du régime et à la contestation sociale, les politiciens et les opposants du système doivent trouver une personnalité nouvelle, capable peut-être de faire consensus, sans répondre au mécontentement social. Mais il n'est pas dit que les travailleurs qui sont entrés en action contre le cinquième mandat se contentent de discours.

Leïla Wahda



Pendant le mouvement, la vente s'arrête...

Les femmes massivement mobilisées

Dans le mouvement populaire qui secoue l'Algérie, les femmes sont de plus en plus présentes et leur participation est un énorme renfort. Cela a été particulièrement visible le vendredi 8 mars, notamment à Alger qui a vu la manifestation la plus importante, rassemblant des centaines de milliers de personnes.

Ce 8 mars était l'acte III, troisième vendredi consécutif de mobilisation contre le 5^e mandat du candidat-président Bouteflika, mais il coïncidait aussi avec cette journée. Alors que le pouvoir avait fait cette journée une fête officielle, les femmes algériennes se sont réapproprié leur combat en l'exprimant cette fois dans la rue, bien plus nombreuses que lors des deux grandes mobilisations précédentes des 22 février et 2 mars.

Un 8 mars pas comme les autres

Toutes les générations ont défilé côte à côte: mères de famille, étudiantes et lycéennes, déjà dans la rue les deux mardis précédents, travailleuses, chômeuses, femmes âgées, certaines même en fauteuil roulant. Des femmes voilées ou non, d'autres en haïk (voile blanc traditionnel autour du corps), toutes affichaient leur joie, leur fierté et leur détermination. Les manifestations très populaires avaient un caractère familial et débonnaire, avec une ambiance dans les rues complètement changée. Les participants étaient prévenants, soucieux et respectueux les uns des autres. À la place des habituelles remarques sexistes, des regards déplacés, des attouchements subis par les femmes, il y avait une fraternité et une solidarité inédites!

Tout cela marquait un grand changement! D'habitude en effet, le 8 mars ressemble plus à une sorte de fête des mères, lors de

laquelle des festivités bien encadrées sont organisées en l'honneur des femmes, auxquelles il est de bon ton d'offrir des roses et de souhaiter bonne fête. Elles ont droit à la condescendance du pouvoir, qui leur octroie même une demi-journée de congé mais pas le droit de manifester. Bien des associations féminines et culturelles organisent malgré tout des rencontres, des rétrospectives, afin de célébrer les luttes des femmes, mais elles n'ont pas le droit à des actions de rue.

Les derniers rassemblements d'importance remontent à 2015, après l'assassinat de Razirka Chrif à Msila, une jeune femme écrasée délibérément par un automobiliste parce qu'elle avait refusé ses avances. L'émotion et la mobilisation dans le pays avaient accéléré l'adoption de la loi sur les violences faites aux femmes. C'était la première fois qu'une loi spécifique criminalisait ces violences. Cependant, afin de ménager les islamistes, les autorités avaient concédé une clause révoltante sur le « pardon », rendant ainsi possible l'impunité dans certaines situations.

Des revendications politiques et sociales

Dans le contexte du mouvement de contestation, l'affluence des femmes dans les manifestations était d'autant plus marquante. Les pancartes, les banderoles témoignaient de leur souci de lier le combat en cours à la lutte pour l'émancipation des femmes: « 8 mars de lutte



Manifestation de femmes à Bejaïa.

et de combat. Les femmes s'engagent, système dégage», « On n'est pas consentant(e)s, arrêtez le viol », « Je ne vais pas faire la vaisselle, je fais la révolution », « Ne me libère pas, je m'en charge », « March like a girl ». Des femmes de l'association Djazairouna: pour la vérité, pour la justice, pour la mémoire, brandissaient des photos de femmes assassinées pendant la décennie noire. Les femmes interrogées par les journalistes témoignaient aussi de leur inquiétude pour l'avenir de leurs enfants, entre chômage, drogues ou harragas (ceux qui tentent la traversée de la Méditerranée). Une femme interviewée par le journal *El Watan* disait vouloir « une meilleure vie pour notre jeunesse. Je pense aux jeunes qui sont mangés par les poissons (harragas). Nos

dirigeants mangent du poisson et nos enfants servent de chair à poissons ».

Une des préoccupations essentielles des femmes algériennes reste de pouvoir circuler librement, sans avoir à subir le harcèlement de rue. De même, elles continuent le combat contre le Code de la famille qui, malgré quelques amendements apportés en 2005, conserve toujours les mêmes dispositions inégalitaires sur les conditions du mariage, la polygamie, les dispositions sur le divorce, le lien paternel de filiation et l'héritage. Et bien sûr, comme partout dans le monde, les femmes qui travaillent sont aussi les plus exploitées, souvent réduites à des emplois précaires et mal rémunérés.

Fortes de leur participation massive aux manifesta-

tions contre le 5^e mandat, bien des femmes d'Algérie sont déterminées à poursuivre le combat pour leur émancipation sociale et politique. Des travailleurs algériens continuent sans doute de reprendre à leur compte les propos assénés pendant des années par les islamistes sur les « voleuses d'emploi » ou celles « qui veulent quatre maris ». Cela n'est pas surprenant. Mais ce mouvement de contestation où les femmes se retrouvent en nombre, dans lequel un climat tout nouveau émerge, crée justement des conditions où ces préjugés peuvent être dépassés. Comme le proclamait une pancarte: « Femmes et hommes, unissons-nous dans la lutte, main dans la main, pour en finir avec l'exploitation ».

Maud Nathan

Macron et le pouvoir algérien: la stabilité pour les affaires!

Au lendemain du renoncement à un cinquième mandat du président algérien Bouteflika, le 12 mars, Macron a salué « la décision du président Bouteflika, qui signe une nouvelle page » de l'histoire algérienne, appelant à « une transition d'une durée raisonnable ». Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites!

Depuis le début des manifestations en Algérie, les représentants de l'État français, Macron, le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian et autres, étaient restés particulièrement silencieux. Il n'y a pas eu de déclarations enthousiastes comparables à celles faites à propos des

manifestations contre le pouvoir du président vénézuélien Maduro. La raison officiellement avancée à cette prudence serait le souci de ne pas s'ingérer dans les affaires d'un pays ami, ce qui pourrait être mal interprété venant de l'ancienne puissance coloniale. Comme si les représentants

de l'impérialisme français se gênaient pour intervenir dans les affaires de leurs anciennes colonies!

Les dirigeants français ne veulent surtout pas mettre de l'huile sur le feu de la révolte. Ils savent que même si la guerre d'Algérie s'est terminée il y a presque soixante ans, les années de guerre, les ratissages, les tortures n'ont pas été oubliés par la population algérienne. « Nous ferons tout pour accompagner l'Algérie dans cette transition, avec amitié et avec respect », a déclaré Macron. Les termes

sont choisis, mais ils signifient quand même que les autorités françaises vont œuvrer à leur manière, en s'assurant que les changements n'affectent pas la « paix et la stabilité » du pays, comme dit Le Drian. Mais elles vont le faire discrètement, dans les coulisses, car elles savent qu'il vaut mieux éviter que le pouvoir algérien apparaisse trop ouvertement inféodé à l'impérialisme, français en particulier.

Beaucoup de capitalistes français font des affaires en Algérie. Elles ont besoin

pour être fructueuses d'un pouvoir stable et d'une population qui lui soit soumise. Les dirigeants politiques français espèrent en fait la même chose que les dirigeants algériens: qu'un changement de personnel politique suffise à calmer la rue, pour que les affaires des uns et des autres puissent continuer à prospérer – à l'opposé des aspirations des centaines de milliers de manifestants algériens qui crient « Système dégage ».

Aline Rétesse

Algérie : les enjeux d'un énorme mouvement populaire

Face à la mobilisation qui n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis le 22 février, Bouteflika a déclaré, le 11 mars, renoncer à briguer un cinquième mandat. Mais il a dans le même temps annoncé le report à une date ultérieure du scrutin qui devait avoir lieu le 18 avril, et donc qu'il resterait à la tête de l'État d'ici là.

Autre concession faite au mouvement, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, cible des manifestants, a été sacrifié et remplacé par Noureddine Bedoui, auparavant ministre de l'Intérieur. Bouteflika s'est engagé à convoquer une conférence nationale qui aurait pour tâche d'élaborer des réformes, sans qu'on sache lesquelles, et de fixer la date de la prochaine élection présidentielle, sans qu'aucun calendrier ne soit donné. Le quotidien algérien francophone *El Watan* a résumé la manœuvre en titrant à la une : « *Il a annulé la présidentielle et reste au pouvoir : la dernière ruse de Bouteflika.* »

Dès le lendemain de ces annonces, des manifestants sont à nouveau descendus dans la rue pour dénoncer une manœuvre organisée par ceux qui, à l'ombre d'un Bouteflika devenu impotent, contrôlent les rouages du

pouvoir et tentent ainsi de préserver leur position. De nombreux appels à manifester vendredi 15 mars « contre l'arnaque du peuple » sont repris sur les réseaux sociaux. Le succès de ces manifestations permettra de mesurer la profondeur du mouvement et la détermination de ceux qui se sont mobilisés ces dernières semaines.

« Système dégage »

Le fait que, depuis le début des mobilisations, le slogan « Système dégage » soit aussi repris que « Bouteflika dégage » dans les rues des villes algériennes témoigne de la conscience que le départ du président n'est pas le seul problème : c'est le système politique qui doit changer. Mais dans quel sens ? Les masses populaires en ont assez d'un système qui les méprise, qui ne leur demande pas leur avis et qui leur impose ses choix. C'est une revendication

démocratique, mais qui recouvre aussi bien des aspirations sociales.

Bien sûr, pour des catégories de la petite-bourgeoisie, comme les avocats ou les journalistes, dégager le système peut signifier seulement le départ du clan Bouteflika et une certaine démocratisation. Pour une partie du patronat, cela veut dire un accès plus direct aux ressources de l'État.

Mais, en se mobilisant et en participant de plus en plus nombreux aux manifestations, les classes populaires, les travailleurs, les jeunes chômeurs ont non seulement exprimé leur révolte contre l'arbitraire du régime mais aussi leur aspiration à vivre mieux, ce qui suppose des emplois, de meilleurs salaires, l'accès à des logements, à un système de soins, à une vie digne, à du travail pour les jeunes... Pour tous ceux-là, « Dégage le système » signifie s'en prendre au clan Bouteflika et à la clique qui dirige l'État, qui s'enrichit en monopolisant à son profit la manne pétrolière et les ressources du pays, mais aussi au-delà à toute une bourgeoisie qui prospère aux dépens de la population. Pour

le moment, toutes ces aspirations s'expriment, dans la mobilisation, par le biais de la revendication démocratique contre le système.

Mais le système est bien plus solide que la santé d'un Bouteflika. Dans une période de lutte, les masses peuvent apprendre rapidement au fur et à mesure qu'elles se heurtent à des obstacles et doivent chercher à les vaincre. Elles peuvent être amenées à constater que l'appareil d'État reste en place, avec le même chef d'état-major, quand bien même celui-ci se proclamerait du côté du peuple, avec les mêmes policiers et les mêmes juges pour réprimer. Si la mobilisation se poursuit, les travailleurs peuvent, dans le cours de leur lutte, prendre une conscience plus claire de ce qu'est le système, de la façon dont il se défend et de la façon dont on peut le vaincre.

Les possibilités des travailleurs

Ce qui peut être décisif pour l'avenir sera la capacité des travailleurs à acquiescer une claire conscience de classe et une conscience de leur force. Cela peut se

produire dans le cadre de la mobilisation actuelle, ne serait-ce que parce que, même pour la participation à une manifestation, il faudra s'organiser au niveau d'une entreprise ou d'un quartier, élaborer les slogans, prévoir comment se défendre, se réunir en assemblée, en comité de lutte.

Dans le cadre de la mobilisation actuelle, la classe ouvrière algérienne parviendra-t-elle à s'organiser, à devenir une force autonome, consciente de sa propre puissance, prête à avancer ses propres solutions à la crise politique et sociale ? Cela dépendra de sa combativité et de sa détermination, mais c'est peut-être ce que le mouvement actuel rend possible, et ce serait très important. Car les travailleurs constituent la seule force capable d'offrir une perspective à l'ensemble des exploités d'Algérie et au-delà. Elle seule a intérêt à mener son combat jusqu'au bout, aussi bien pour conquérir les libertés démocratiques que pour débarrasser la société de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression.

Marc Rémy

Maroc : enseignants contractuels en grève

Début mars, les enseignants contractuels, qui sont mobilisés depuis cinq mois pour obtenir leur intégration à la fonction publique, ont fait une semaine de grève et ont été nombreux à manifester dans plusieurs villes du Maroc. La seule réponse du gouvernement a été les coups de matraque et la langue de bois.

Plus de 55 000 enseignants contractuels réclament leur intégration dans la fonction publique et la suppression du système de recrutement par contrat de droit privé dans l'enseignement. Les enseignants stagiaires, encore en formation, sont également mobilisés contre un décret du gouvernement les obligeant à passer un nouveau concours à l'issue de cette formation. Seuls 7 000 d'entre eux, sur près de 10 000, seraient embauchés, alors qu'il manque déjà 20 000 postes et qu'il n'est pas rare de faire classe à 70 élèves ! Ils protestent également contre un second décret, qui réduirait

leur bourse de formation de moitié.

Les enseignants contractuels et stagiaires sont soutenus par leurs collègues titulaires et tous revendiquent des augmentations de salaire. Même avec de l'ancienneté, les salaires mensuels des enseignants ne dépassent pas 4 000 dirhams, soit environ 400 euros.

Le mouvement est dynamique et déterminé, organisé par une coordination rassemblant des délégués de tout le pays. Le taux de participation à la dernière grève a avoisiné les 100 % dans toutes les régions du Maroc, avec y compris, et



pour la première fois, la participation de l'administration pédagogique. Il est aussi populaire : la dégradation continue des conditions d'enseignement dans le public fait craindre une privatisation rampante, qui aboutirait à la déscolarisation

de nombreux enfants, car rares sont ceux qui peuvent payer l'école privée.

Les manifestations et les sit-in organisés par les enseignants contractuels sont régulièrement réprimés par la police et les forces auxiliaires marocaines.

Mais, malgré la répression, la colère reste intacte, et les enseignants ne lâchent rien. Ils ont prévu une nouvelle semaine de grève et des manifestations dans toutes les grandes villes du pays.

C.C.

Espagne : la marée violette du 8 mars

Vendredi 8 mars, une marée violette a déferlé dans les rues des villes d'Espagne. À Madrid, Barcelone, Séville, Saragosse, Bilbao, Valence, mais aussi dans de nombreuses villes moins importantes, des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont manifesté de manière festive.

Ces manifestations ont été accompagnées de grèves, allant d'un débrayage de deux heures à une journée, rassemblant des millions de travailleuses et de travailleurs (six millions d'après l'UGT, l'une des principales centrales syndicales). Ces centaines de milliers de femmes se sont donc mobilisées pour réaffirmer leurs revendications historiques : non à l'exploitation, à la précarité, non aux discriminations salariales !

Et parmi les facteurs qui ont contribué à l'ampleur de cette mobilisation, plus nombreuse encore que celle de l'an passé, il y a la violence sexiste contre les femmes. Dans le pays, 47 ont déjà été assassinées cette année par leur mari, leur compagnon ou leur ex-conjoint. Et personne n'a oublié l'indulgence des juges envers les violeurs, entre autres à l'égard de ceux qui

s'intitulaient eux-mêmes la manada (la meute), qui avaient violé collectivement une jeune femme et s'en étaient vantés sur les réseaux sociaux.

Récemment, un petit parti, Vox, se situant ouvertement à l'extrême droite, a émergé lors des élections à la Généralité d'Andalousie, en obtenant des élus. Se réclamant de façon à peine voilée de la tradition franquiste, il a fait de l'antiféminisme l'un de ses chevaux de bataille, se prononçant contre l'avortement, voulant que les violences machistes ne relèvent pas de la justice mais soient réglées dans le cadre familial : autant dire que les femmes peuvent être battues, violées ou assassinées au sein de leur famille. Les associations anti-IVG soutenues par l'Église sont actives. L'association ultra conservatrice Hazte oír (Fais-toi entendre)



a même fait circuler un bus comparant les féministes aux nazis, arborant une photo de Hitler.

En face de ces réactionnaires qui donnent de la voix, plusieurs centaines de milliers de femmes et d'hommes ont tenu à dire : « Non à la soumission, À bas l'obscurantisme religieux, Vive la lutte des femmes, Vive l'égalité de l'humanité entière », au travers de manifestations massives, mais aussi de grèves qui, même si elles ont été diversement

suivies, ont réussi à perturber l'activité économique de façon marquante.

Comme toujours, des politiciens de gauche se sont placés au premier rang, avec évidemment l'objectif de capter des voix lors des élections du mois prochain. Cela a également été la démarche de la formation de droite Ciudadanos. Seul le PP, le parti de droite de Rajoy, a tenu à marquer ses distances.

Au-delà de ces calculs politiques, ces manifestations

et ces grèves résonnent comme un profond cri contre des décennies de mépris, d'exploitation et de soumission. Elles ne peuvent que réjouir et encourager celles et ceux qui luttent pour une société débarrassée de l'obscurantisme et de toutes les oppressions, dont celles que subissent les femmes. Et il faut espérer que cela crée une impulsion et une dynamique se propageant à l'ensemble du monde du travail.

Jacques Muller

Chine : Huawei et la guerre commerciale

En décembre dernier, Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei et fille du fondateur de ce groupe chinois de téléphonie, était arrêtée au Canada, à la demande du ministère américain de la Justice. Les États-Unis réclament son extradition. Huawei est accusé, entre autres crimes, d'espionnage, de vol de secrets industriels ou encore de commerce avec l'Iran.

Au-delà du parfum de roman d'espionnage qui l'entoure, cette affaire illustre divers aspects de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis mais aussi l'Europe. En 2018, Donald Trump dénonçait le déficit commercial des États-Unis et annonçait une hausse des droits d'importation des produits chinois, pour un montant pouvant aller jusqu'à 200 milliards de dollars. Il accusait les entreprises chinoises de vendre au rabais, profitant des subventions de l'État chinois, et de pratiquer transferts technologiques et espionnage industriel au détriment des entreprises américaines.

Parmi les cibles de Trump, il y avait en particulier deux entreprises de téléphonie, ZTE et Huawei. En août dernier, le Congrès américain interdisait aux administrations fédérales d'utiliser du matériel produit par ces deux firmes.

Huawei s'est développé, dans les années 1980, en produisant du matériel et des réseaux pour les opérateurs téléphoniques et les entreprises. Depuis, il est devenu le deuxième fabricant mondial de téléphones portables, derrière Samsung mais devant Apple. Comme tous les capitalistes chinois, les propriétaires de Huawei ont profité à plein

du soutien de l'État. Mais les capitalistes occidentaux, dans tous les secteurs économiques, sont eux-mêmes sous perfusion permanente à coups de crédits d'impôt et de commandes publiques, dont celles de l'armée. Bien des firmes occidentales, à commencer par Apple, profitent des faibles coûts de production en Chine pour y sous-traiter tout ou partie de leur fabrication, avant de les revendre dans le monde entier. Elles profitent à la fois de la mondialisation, des faibles coûts du transport et du soutien de leurs États respectifs.

Au fil du temps, après avoir été pendant vingt ans l'atelier du monde, la Chine a fait émerger à son tour quelques grands groupes, comme Huawei, Tencent, Cosco et d'autres, qui visent non seulement le marché intérieur chinois mais aussi le vaste monde. Ces groupes ne jouent pourtant pas dans la même division que leurs

homologues occidentaux. Ils doivent se contenter des investissements moins rentables, que délaissent leurs concurrents, comme Cosco qui a racheté le port du Pirée à Athènes, ou Bluestar qui exploite en France des usines chimiques revendues par Arkema ou Solvay. Si Apple vend moins de smartphones que Huawei, il réalise bien plus de profits.

Pour autant, dans une économie en crise, dans un marché mondial saturé, la concurrence entre capitalistes fait rage et même un outsider reste un rival à écarter. C'est ce qui explique l'offensive occidentale contre Huawei. La vente des smartphones Huawei est quasiment impossible aux États-Unis. Cet été, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont interdit à leurs opérateurs d'utiliser le matériel de Huawei pour fournir la 5G nouvelle génération à venir. L'opérateur British Telecom a annoncé le retrait des

équipements Huawei de ses réseaux, tandis que l'État français l'a mis sous surveillance avant de prendre une décision. Les menaces sur la sécurité nationale, invoquées par tous les gouvernements pour entraver Huawei, relèvent de la manipulation. Ce sont quand même les États-Unis, avec les grandes oreilles de la NSA (Agence nationale de sécurité) et les données personnelles de centaines de millions de personnes collectées par Google, Facebook et autres, qui ont les moyens d'espionner le monde, y compris les dirigeants politiques amis, comme Angela Merkel il n'y a pas si longtemps !

Dans cette concurrence entre capitalistes, les travailleurs n'ont aucun intérêt à soutenir, au nom du patriotisme ou de la défense nationale, leurs propres exploités tentant d'empêcher un nouveau crocodile d'accéder au marigot.

Xavier Lachau

Véhicules diesel: l'État aux ordres

Carlos Tavares, PDG de PSA Peugeot Citroën, a tapé du poing sur la table contre les projets de l'Union européenne de réduire les émissions de CO2. Dès le lundi suivant 11 mars, Bruno Le Maire organisait une réunion à Bercy afin de discuter de nouveaux cadeaux à offrir aux entreprises du secteur automobile, alors que la vente des véhicules diesel chute depuis plusieurs années.

Si les patrons des sous-traitants et équipementiers concernés par la production de moteurs diesel et nombre de présidents de région ont participé à cette réunion, les PDG des groupes automobiles ne sont pas venus. Eux, ils donnent des ordres et attendent des politiciens qu'ils les exécutent. Cela ne saurait tarder, puisque la mise en place d'un fonds d'urgence en faveur de ces patrons et l'obtention de la vignette Crit'air 1 pour les nouveaux véhicules diesel, présentés comme moins polluants ont été évoquées.

Il a fallu attendre 2013 pour que les émissions des moteurs diesel soient officiellement reconnues comme cancérigènes. Entre-temps cette pollution a fait des dizaines de milliers de morts. Malgré cela, le ministre Xavier Bertrand osait expliquer qu'il fallait un atterrissage progressif et en douceur de la filière diesel. Des dizaines de milliers de morts en trente-cinq ans de mensonges et de silence ne suffisent pas, aux yeux des patrons de l'automobile et de leurs valets politiques, pour s'attaquer aux ravages de cette pollution!

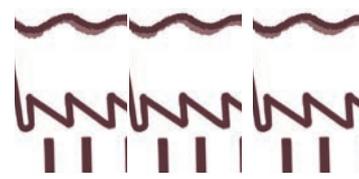
On assiste maintenant sous ce prétexte à l'augmentation régulière des prix du carburant diesel. Le gouvernement fait donc payer aux travailleurs les conséquences de la politique criminelle des capitalistes et des gouvernements précédents. Mais il n'a bien sûr jamais été question de faire payer ou d'imposer quoi que ce soit aux constructeurs responsables de ces choix scandaleux.

Aujourd'hui, alors que les ventes de diesel ont chuté et ne représentent plus que 36% des voitures neuves, les trusts de l'automobile doivent transformer leurs usines, pour produire plus de moteurs essence et investir dans de nouvelles technologies pour la production de voitures électriques. Ils refusent de payer le prix de ces changements et font donc du chantage à l'État, menaçant de supprimer des

milliers d'emplois. Et bien entendu, ils obtiennent gain de cause!

Ces dernières années, PSA a supprimé 27 000 emplois pour accroître ses profits, et aucun politicien de la bourgeoisie n'a crié à l'urgence sociale. Renault a mené la même politique, sans plus de critiques. Ford a décidé de fermer son usine de Blanquefort, sans rencontrer une opposition sérieuse du côté du gouvernement. Autant dire que la sauvegarde des emplois du secteur, que le gouvernement prétexte pour justifier ses prochains cadeaux aux capitalistes, ne doit tromper personne. Et surtout pas les travailleurs, qui subissent les conséquences des choix du grand patronat et du gouvernement, par l'exploitation et par la dégradation de l'environnement.

Marion Ajar



Dans nos bulletins d'entreprise

Ils charrient-variant

Selon qu'on travaille avec les fronts ou non, selon qu'on est jeune ou non, selon qu'on plaît au chef ou non, on touchera de l'argent en plus de notre salaire qui porte à juste titre le nom de «variable». Mais ce «variable» a tendance invariablement depuis des années à stagner voire à baisser pour un grand nombre d'entre nous. Et tout aussi invariablement notre charge de travail, elle, augmente d'une année sur l'autre. Résultat : ce qui ne varie pas, c'est que les actionnaires sont toujours grassement rémunérés.

Société générale - La Défense

Com en toc

Dans certaines stations, comme Mairie de Montreuil (ligne 9), les voyageurs ont droit à un accueil personnalisé. En réalité, il s'agit de pantins grotesques collés aux murs des escaliers, et qui sont censés représenter des agents RATP souhaitant la bienvenue aux voyageurs.

C'est complètement bidon. Quoique, avec le projet de la Régie de dégarnir les stations à certaines heures, ces mannequins risquent bien d'être les seuls interlocuteurs à qui s'adresser.

RATP Réseau ferré - Paris

Un monde fou fou fou

Bien des contrôleurs de Lyon n'ont pas pu solder leurs jours de congés payés 2018. Par manque de personnel, il est de plus en plus difficile de les poser et bien des fois, ils sont refusés. Une situation qui illustre bien la folie de cette société où seuls comptent l'argent et la productivité : des millions de travailleurs sont au chômage, les patrons n'embauchent pas... mais pour ceux qui ont un emploi, même prendre ses congés devient compliqué.

SNCF Gare de la Part-Dieu Lyon

... À votre santé !

Un nouveau médecin vient de prendre ses fonctions. Dans les communications Inside'R, il compte « relever le challenge » et aider la direction pour « notamment répondre à la demande commerciale ». Au moins cela a le mérite d'être clair. Nous ne serons pas surpris si on nous propose une greffe d'un troisième bras et des amphétamines pour tenir la cadence !

Renault Sovab - Batilly

PSA - Hérimoncourt : face à la menace de fermeture

Lundi 11 mars dès 5 heures, à l'appel des trois syndicats FO, CGT et CFDT, 90% des travailleurs de l'usine PSA d'Hérimoncourt se sont mis en grève et ont bloqué l'accès des camions au site.

Ils ont été rejoints par la « grosse équipe », celle d'après-midi, pour faire entendre leur refus de voir l'activité de reconditionnement de moteurs usagés disparaître d'Hérimoncourt et être transférée à Vesoul.

Cette fermeture est vécue comme un bouleversement pour les travailleuses et les travailleurs qui ont organisé là leur vie familiale, sociale, et qui pour certains

n'ont pas de voiture pour se déplacer.

Les travailleurs manifestaient leur colère après l'annonce par Carlos Tavares, PDG du groupe, de sa volonté d'accélérer les discussions, et dénonçaient aussi la réunion qui s'est tenue jeudi 7 mars entre la direction et les élus locaux, mais où les syndicats n'avaient pas été invités.

Les travailleurs d'Héri-



Salariés rassemblés devant l'usine à 8h.

moncourt refusent de se retrouver sur le carreau et savent qu'avec plus de 3 milliards de profits PSA a

largement les moyens d'investir dans les équipements nécessaires au maintien du site.

Correspondant LO

Sanofi : l'art de soigner ses profits

Le laboratoire Sanofi-Aventis, un des géants de l'industrie pharmaceutique, a annoncé la suppression de 232 postes dans ses activités commerciales, qui emploient près de 1 600 personnes.

Les concernés sont essentiellement des délégués médicaux, dont le travail consiste à aller présenter les produits du laboratoire chez les médecins en ville ou dans les hôpitaux. La direction invoque comme toujours la nécessité de préserver sa compétitivité pour se débarrasser de près de 15% de ses délégués médicaux.

Sanofi continue donc légèrement sa politique de coupes dans les effectifs. En décembre 2018, il avait annoncé que, d'ici 2020, 670 personnes travaillant dans les fonctions support, soit une sur cinq dans ce

secteur, allaient perdre leur emploi.

Sur les dix dernières années, plus de 5 000 emplois ont été supprimés, sur les 25 000 personnes qu'il emploie actuellement en France dans toutes les branches du laboratoire.

Et pourtant Sanofi est loin d'être une entreprise en difficulté ! En 2018, il a annoncé 6,82 milliards d'euros de bénéfices. En 2017, il avait fait encore plus, avec 8,43 milliards, dont près des deux tiers reversés aux actionnaires en dividendes et rachats d'action. De plus, l'État lui

offre tous les ans 150 millions de crédit d'impôt, sous prétexte, entre autres, de

sauver sa compétitivité et... les emplois!

Cédric Duval



Tant de profits dans une si petite gélule!

SNCF – Paris rive gauche : un licenciement scandaleux !

Mardi 12 mars, c'est à plus d'une centaine que des cheminots se sont rassemblés non loin du ministère de l'Intérieur pour protester contre le licenciement pur et simple de leur collègue Fouad.

Conducteur de manœuvre à Ivry-sur-Seine, depuis quelques années, Fouad avait entamé une formation pour devenir conducteur de ligne, habilité à transporter des voyageurs. Le 4 décembre dernier, convié pour ce qui semblait être un banal entretien, il s'est vu brutalement retirer son badge professionnel et a été suspendu de toutes ses fonctions, sans aucun motif. Parallèlement, des cadres faisaient circuler les rumeurs les plus folles contre Fouad, sans bien sûr en apporter la moindre preuve.

Le 21 décembre, convoqué pour un entretien préalable avant licenciement, Fouad apprenait qu'il était sous le coup d'un avis d'incompatibilité, émis par le ministère de l'Intérieur. Comble de la provocation, la direction était incapable de présenter, à Fouad et

à la centaine de ses collègues venus l'accompagner, le moindre document pour étayer ses dires.

La SNCF prétend s'appuyer sur la loi Savary dite de « sécurité dans les transports », votée pendant l'état d'urgence par le Parti socialiste en 2016 dans le contexte des attentats de 2015. Cette loi, qui permet un criblage des employés des transports, justifiée par les gouvernements Hollande et Macron pour paraît-il défendre les libertés fondamentales, est maintenant utilisée pour bafouer les droits les plus élémentaires d'un travailleur, à commencer par celui de vivre de son travail.

En réalité, la loi prévoit que le salarié dont l'emploi ou le nouvel emploi est incompatible avec le résultat de l'enquête soit reclassé ou repositionné sur un emploi

compatible, et il est même prévu un délai de recours. Mais la SNCF semble bien trop heureuse de profiter de l'occasion pour tenter de créer une jurisprudence qui l'autoriserait à contourner tous les droits relatifs au statut cheminot et à ce qu'il reste du Code du travail. En licenciant Fouad sur-le-champ et sans le moindre début de motif juridique, elle veut s'en prendre à l'ensemble des travailleurs du rail. C'est dans la droite ligne de la guerre qu'elle mène quotidiennement contre ses salariés.

C'est bien ce qu'ont compris les cheminots qui, le 17 janvier dernier, s'étaient déjà rassemblés nombreux devant la direction régionale SNCF en gare de Paris-Montparnasse, pour dire leur mépris d'une telle politique. Les cheminots ne doivent pas subir l'arbitraire du PDG Pepy ou les coups de menton de Castaner. Le combat continue, Fouad doit être réintégré !

Correspondant LO



Nicoll – Cholet : une grève déterminée

L'entreprise Nicoll à Cholet, dans le Maine-et-Loire, comprend trois sites et compte plus de 1 000 salariés. Elle est spécialisée dans la fabrication de profilés en plastique pour le bâtiment.

Le lundi 25 février, 150 travailleurs se sont mis en grève, à l'appel du syndicat CGT, pour l'augmentation des salaires. Ils n'ont repris le travail que le mercredi 6 mars. Dans cette période de négociations annuelles obligatoires, les NAO, le patron proposait 1,5% d'augmentation et une prime Macron, ou plutôt gilets jaunes, de 300 euros. Le syndicat CFDT, minoritaire, s'est empressé de signer. Les grévistes et la CGT réclamaient 5% et une prime de

600 euros. La direction n'a pas lâché et a même fait du chantage, en exigeant qu'un accord soit signé par le syndicat majoritaire, faute de quoi la prime serait fiscalisée et soumise à cotisations !

Le syndicat CGT, en accord avec les grévistes, a refusé de signer. Pendant plus d'une semaine, les travailleurs en grève ont occupé l'entrée du site où siège la direction. Ils y ont installé un barbecue et un stand, et ont cherché à s'adresser aux non-grévistes. Pour se

venger du mouvement, la direction a annoncé qu'elle réduisait la prime à 200 euros, ce qui mécontente aussi les non-grévistes.

Ces événements ont beaucoup fait parler à Cholet, où tout le monde connaît quelqu'un employé chez Nicoll. Le travail a repris, sans que le patron ait cédé, mais tout de même la tête haute, la reprise tous ensemble ayant été décidée d'un commun accord par la CGT et l'ensemble des grévistes.

Le mécontentement demeure et le patron n'en a pas fini avec la contestation.

Correspondant LO



Auchan : pertes annoncées et pertes réelles

Le groupe Auchan vient d'annoncer une perte de plus de 1,1 milliard d'euros. Le PDG affirme vouloir rétablir la situation en identifiant « tous les foyers de perte sans a priori » tout en visant en priorité le pôle distribution. Les grandes manœuvres ont commencé.

Ces pertes annoncées sont d'abord et avant tout le résultat de manipulations comptables. Elles correspondent essentiellement à des sommes provisionnées, c'est-à-dire mises provisoirement de côté, pour couvrir d'éventuelles pertes de valeur de biens immobiliers ou de parcs de magasins dans les pays où la situation est devenue plus tendue. L'objectif est de préparer d'importantes réorganisations dans le groupe.

La seule véritable perte est celle que subit le pouvoir d'achat des travailleurs, dont les salaires sont bloqués depuis des années. Mais le PDG n'en parle évidemment pas car, pour combler cette perte-là, il faudrait s'en prendre à la fortune des propriétaires du groupe, la famille Mulliez, et aux profits d'Auchan, accumulés grâce au travail des salariés.

Auchan, comme tous les groupes de la grande distribution, regorge d'argent disponible. Suffisamment en tout cas pour que la famille Mulliez se lance dans son projet Europa City, gigantesque parc à la Disneyland prévu en région parisienne à plus de trois milliards d'euros d'investissements. Et suffisamment pour que l'immense fortune des Mulliez se soit gonflée en un an de huit milliards d'euros, en hausse de 25% par rapport à l'année précédente. Le PDG a annoncé que les actionnaires ne toucheront aucun dividende au titre de l'année 2018. Pauvres riches: ils vont devoir patienter jusqu'en 2020 pour le prochain versement !

Les réductions de surface des hypermarchés ont déjà commencé. Elles devraient s'accroître. Les réductions d'effectifs, réelles dès aujourd'hui, menacent d'être de plus grande ampleur. Les travailleurs ne peuvent opposer qu'une réponse: pas un emploi, pas un salaire en moins à Auchan et plus largement dans toutes les enseignes – plusieurs dizaines – qui composent le groupe Mulliez !

Philippe Logier

Nestlé-Purina – Veauche : 231 emplois menacés

Nestlé-Purina, leader mondial pour la nourriture animale, vient d'annoncer un plan de compétitivité, un des euphémismes utilisés par les patrons pour ne pas dire licenciements. 231 emplois seraient supprimés dans le groupe, dont 70 sur les 431 de l'usine de Veauche, dans la Loire.

Bien sûr, Nestlé est un groupe en grande difficulté, puisque son bénéfice net ne s'est élevé, en 2018, qu'à environ 9 milliards

d'euros ! Mais les actionnaires de Nestlé en veulent toujours plus. Et si cela passe par mettre au chômage des travailleurs et aggraver les conditions de travail de ceux qui restent, tant pis !

C'est inacceptable, et Nestlé tombera peut-être sur un os s'il y a une mobilisation des travailleurs. La révolte, c'est la seule chose que les patrons n'auront pas volée.

Correspondant LO



ATE – Toulouse : trois jours de lutte

C'est pour dénoncer leurs conditions de travail qu'une cinquantaine de travailleurs d'Aéro technique espace (ATE) à Cornebarieuf en banlieue toulousaine, soit toute l'unité de production, ont fait grève pendant trois jours, du 7 au 9 mars.

ATE est une entreprise de peinture, sous-traitante d'Airbus et d'ATR. Dans la salle de peinture, les peintres qui travaillent en horaires 3X8, même s'ils sont équipés de leurs protections individuelles, utilisent des produits dangereux : peinture, sous-couches, mastic, qui contiennent du chrome VI (hexavalent). C'est un composé chimique cancérigène et mutagène. Bien que l'utilisation de ce composé soit interdite depuis septembre 2017, certaines entreprises ont eu des dérogations, notamment

dans la filière aéronautique.

La salle de peinture a été modifiée il y a quelques semaines, et les conditions d'aspiration et de filtration des composés toxiques sont devenues insuffisantes. Certains travailleurs des bureaux doivent se mettre à leur ordinateur avec des masques à cartouche.

L'inspection du travail et la Carsat ont effectué des contrôles et estimé que le système d'aspiration était dix fois inférieur aux normes de l'INRS (Institut national de recherche et de sécurité). Mais rien n'a été

réalisé. Alors que les salaires sont bloqués depuis cinq ans, en principe pour remettre ces aspirations aux normes.

La direction nie toute responsabilité. Elle ose dire que les salariés en maladie professionnelle à cause des produits qu'ils manipulent le sont à cause de l'alcoolisme. Révoltant !

Vendredi 8 mars, la direction s'est engagée à améliorer les conditions d'aspiration, mais traîne des pieds pour faire des analyses et rassurer les travailleurs. Pour ceux-ci, c'est une question de dignité et, si la direction ne fait pas ce qu'il faut, ils sont prêts à se faire entendre à nouveau.

Correspondant LO

Aéroport de Roissy : bienvenu... ou perdu de vue

« Question ? Paris offre le sourire... » dit ADP dans ses pubs. Sauf que, pour les passagers, c'est plutôt « perdu de vue » car, à Roissy, ADP ferme ses points d'information. Les passagers perdus s'adressent à tout ce qui porte un badge ou ressemble à quelqu'un travaillant à l'aéroport.

Le poste principal d'information à la sortie du RER au Terminal 2 est désormais fermé. Les voyageurs se rapprochent du stand voisin, Bagages du monde, censé s'occuper seulement des bagages, pas des renseignements. Pratique pour ADP de faire faire le renseignement par d'autres !

ADP a passé un marché avec un sous-traitant, City One Welcome, et ce sont des salariés de cette entreprise, en uniforme et gilet orange, qui arpentent les halls et abordent les voyageurs perdus. Pour être embauché chez City One Welcome, il

faut parler deux langues au moins mais, si on parle en plus arabe ou portugais, c'est apprécié. Les payes sont juste au-dessus du smic. Il n'y a plus de comptoir, il faut rester de longues heures debout sans jamais s'asseoir. La pause repas est une heure non payée, donnée à n'importe quelle heure, même à 9 ou 10 heures du matin. Durant la pause, il est difficile d'aller dans les salles de repos. Selon l'endroit où l'on travaille, ces salles sont éloignées : il faudrait prendre une navette et marcher 15 à 20 minutes. Parfois le vestiaire est plus

près, mais ce sont des locaux sans fenêtre, pas équipés, sans même un appareil à café, à côté des poubelles. Ça, c'est de l'accueil !

Chez ce sous-traitant, comme tant d'autres sur l'aéroport, la précarité des contrats est monnaie courante. Les contrats pro chez City One existent aussi. Pro, c'est bien sûr une blague : les salariés sont envoyés sur le terrain en 24 heures, ils n'ont de pro que l'appellation, puisque le contrat ne débouche sur rien, et surtout pas sur un diplôme. Pour ce patron, c'est un moyen pour payer moins, sans s'engager à embaucher.

Welcome, bienvenue... chez City One. Quant à ADP, cela lui a permis de supprimer 300 postes d'accueil sur Orly et Roissy.

Correspondant LO

Airbus – Toulouse : le risque n'est pas pour les capitalistes !

La presse économique s'inquiète pour les États qui avaient consenti des aides à Airbus pour la mise au point de l'avion A380. Pour la France (premier prêteur), l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni, l'ardoise s'élèverait à 3,3 milliards d'euros. Les remboursements avaient été adossés aux livraisons. Mais, comme la production devrait s'arrêter fin 2021, quatorze ans après son lancement, qu'en est-il des sommes qu'il reste à rembourser, dont le montant n'est pas divulgué ?

Les propos de l'actuel PDG Tom Enders, sur le départ, ne laissent pas de doute sur sa volonté de se

laver les mains des dettes contractées : il s'agissait d'un partenariat à risque, se justifie-t-il, et les États savaient que, si l'avion était un échec, ils mettaient leur argent en danger. C'est clair : si ça ne marchait pas, cet argent devenait un cadeau. Pas question d'écorner le bénéfice du groupe, qui est de 3,054 milliards d'euros pour 2018, en augmentation de plus de 29% par rapport à 2017.

Faire de l'argent grâce au travail de plus de 130 000 salariés, être assisté grâce à la bienveillance complice des États, envoyer promener les créanciers : c'est cela le parasitisme capitaliste.

Correspondant LO

CTM – Saint-Denis : en grève depuis le 23 janvier

Les six chauffeurs de cars du Centre technique municipal (CTM) de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, sont en grève depuis plus de 46 jours, et ils bloquent l'entrée du centre. Deux d'entre eux ont commencé une grève de la faim.

La municipalité PCF continue de faire la sourde oreille et refuse de revenir sur l'ensemble des attaques qu'elle a programmées contre les chauffeurs. En effet, elle voulait leur retirer leur prime de panier, leur enlever d'une heure à une heure et demie de salaire quand ils sont en déplacement, au prétexte qu'ils prennent leur pause-déjeuner. Et surtout, elle ne voulait plus leur payer leurs heures supplémentaires, ce qui reviendrait certains mois à amputer leur salaire de 200 à 300 euros.

Au bout de plus d'un mois de grève, le maire de Saint-Denis, Laurent Russier, est revenu sur une partie de ces attaques. Ainsi, il remplace la prime de panier par un panier-repas, et accepte de payer l'intégralité des heures de déplacement. Mais, comme le faisaient remarquer les chauffeurs, cela revient tout simplement à respecter la législation en vigueur.

Sur les heures supplémentaires, le maire

accepte d'en payer 25 dans les périodes de pic d'activité, c'est-à-dire entre avril et août, le reste devant être récupéré. Il refuse en revanche de payer au moins quinze heures supplémentaires par mois en période creuse et oblige les chauffeurs à les récupérer à la convenance du chef du service. Au bout de six mois, si ces heures ne sont pas récupérées, elles seront perdues.

Pour les chauffeurs, cela ne fait pas le compte, et ils ne veulent pas de ces jours de récupération laissés au bon plaisir de la direction. Ils savent aussi que la municipalité s'attaque d'abord à leur service parce qu'ils sont peu nombreux et que c'est un coup d'essai. D'autres services génèrent aussi beaucoup d'heures supplémentaires, pour l'instant payées en grande partie. Ces services n'ont pas été inquiétés, pour le moment.

En bloquant le CTM, les chauffeurs essaient aussi de s'adresser à leurs collègues. Jeudi 7 mars, le maire leur a même envoyé la police municipale pour les obliger à évacuer l'entrée du parking. Une violente bousculade a eu lieu, mais les chauffeurs ont maintenu leur piquet de grève. Ils ont bien l'intention de faire reculer totalement la municipalité.

Correspondant LO

CHU Toulouse : URM=Urgence à Rajouter des Moyens!

Depuis le début de l'année, des hospitaliers dénoncent le sous-effectif qui sévit dans les services du CHU de Toulouse : en Néonatalogie, chez les ambulanciers et maintenant aux Urgences.

À l'hôpital Purpan, le personnel des Urgences, générales et psychiatriques, se mobilise pour obtenir des moyens supplémentaires. L'activité a augmenté avec l'accroissement de la population, sans que les effectifs suivent. La direction accorde ponctuellement des renforts en intérim lors des pics d'activité, comme une épidémie de grippe, mais les pics d'activité c'est tout le temps.

Trois ans après l'ouverture d'un nouveau bâtiment URM (Urgence, Réanimation, Médecine), censé résoudre tous les problèmes, on se retrouve avec des malades dans les couloirs et un personnel débordé, comme dans l'ancien bâtiment.

Aux Urgences psychiatriques, la situation est particulièrement tendue, avec des patients en crise de plus en plus nombreux, ce qui engendre stress et risques pour les malades et les soignants. Les patients ne devraient pas rester plus de 72 heures dans le service mais, par manque de structures pour les accueillir, ils restent parfois une à deux

semaines sans pouvoir sortir. Récemment, deux déclarations de danger grave et imminent ont été déposées, suite à des départs de feu.

Débrayages et rassemblements se succèdent, devant le siège de la direction ou à l'entrée du service URM, pour exiger trois postes supplémentaires (un aide-soignant et deux infirmiers). Le 5 mars, les grévistes se sont rassemblés devant l'Agence régionale de santé (ARS). Quand ils ont voulu rentrer, les policiers

présents les ont aspergés de gaz lacrymogène, et un collègue a dû se rendre aux Urgences ophtalmiques pour une brûlure de la cornée! Finalement, des délégations de différents services (Urgences, adultes et psychiatriques, Néonatalogie, Traumatologie, pool de remplacement) ont été reçues, pour s'entendre dire que l'ARS de Toulouse n'était pas décisionnaire et que la requête serait transmise à celle de Montpellier.

Le mouvement continue, pour exiger des postes supplémentaires, la titularisation des nombreux CDD et le respect des congés.

Correspondant LO



Hôpitaux de Tours : la colère déborde

Plus d'une centaine d'hospitaliers se sont rassemblés vendredi 8 mars devant l'hôpital Trousseau, qui fait partie du CHU de Tours, pour protester contre la décision de la directrice générale du pôle hospitalier de réduire à deux semaines les congés d'été, contre trois habituellement.

Cette décision vise l'ensemble du personnel des quatre hôpitaux de l'agglomération de Tours (Trousseau, Bretonneau, Clocheville, L'Ermitage). Mais, au-delà des congés rabotés, c'est aussi le mécontentement contre les conditions de travail dégradées et les économies sur le dos du personnel et des malades qui s'exprime.

À Trousseau, après s'être rassemblés devant l'établissement, plusieurs dizaines d'hospitaliers, dont des travailleurs du service sûreté en grève depuis plusieurs semaines, ont décidé de se déplacer au carrefour le plus proche pour s'adresser aux automobilistes. « Santé en danger, malades en danger »,

« Congés mérités, personnels fatigués », scandaient les manifestants. La sympathie des automobilistes, pourtant bloqués, s'est exprimée. On a même vu une conductrice de poids-lourd descendre de son camion et venir discuter, participant ainsi au blocage de la circulation.

À Bretonneau, où une centaine de salariés ont également manifesté et bloqué la rue devant l'hôpital, une délégation est ensuite allée porter les pétitions à la directrice générale, qui a préféré quitter précipitamment son bureau.

Ces trois semaines de congés, tout le monde y tient. Il n'est pas question de laisser la direction casser nos vacances.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Lutte ouvrière dans les élections européennes

Contre le grand capital, le camp des travailleurs



Meeting à Paris avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Vendredi 29 mars à 20h 30

Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - Paris 5^e - M^o Maubert-Mutualité - Entrée libre

Réunions publiques

Nathalie Arthaud

Jean-Pierre Mercier

Carros

Vendredi 15 mars
à 18h 30

Salle des Plans de Carros
Rond-point Frescolini

Liévin

Vendredi 22 mars
à 18h 30

Salle Hubert
37, rue Chanzy

Maubeuge

Mercredi 3 avril
à 19 heures

Salle des fêtes de Douzies
10, rue Victor-Hugo

Grenoble

Mercredi 10 avril
à 19 heures

Le Prisme - Seyssins

Vesoul

Vendredi 15 mars
à 18 heures

Hôtel de ville
Rue Paul-Morel

Le Creusot

Vendredi 22 mars
à 18 heures

Salle de la Mouillelongue

Mulhouse

Samedi 23 mars
à 16h 30

Lerchenberg
11, rue du Cercle

Évreux

Mercredi 10 avril
à 18 heures

Maison de quartier
de La Madeleine

À travers la campagne

Depuis plusieurs semaines, Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, qui conduiront la liste Lutte ouvrière aux élections européennes, ont commencé leur tournée de meetings. Cela donne lieu à des débats très animés où chacun intervient pour donner son avis et répondre aux questions posées.

À Annecy, par exemple, le 6 mars, un participant a expliqué que selon lui, l'Union européenne et ses institutions sont la cause de tous les problèmes des travailleurs et que si la

France sortait de l'Union européenne, tout irait mieux. C'est un argument que l'on entend souvent, mais qui a eu aussi sa réponse grâce à la présence dans la salle d'un travailleur venant

de la Suisse proche. Très concrètement, celui-ci a pu lui dire que la Suisse étant complètement hors de l'Union européenne, les institutions européennes n'y interviennent pas et n'y jouent aucun rôle... ce qui n'empêche pas que pour les travailleurs, c'est le même baignoire qu'en France!

À Troyes, des gilets jaunes sont venus au meeting discuter de leur mouvement. L'un d'entre eux

a défendu l'idée que « la lutte est dehors », autour des ronds-points. Cela a permis de discuter de ce que le mouvement des gilets jaunes a de positif et aussi de ses limites, en soulignant la nécessité pour les travailleurs de lutter dans les entreprises, où ils peuvent attaquer directement le grand patronat et se retrouver en nombre. Un salarié de l'agroalimentaire a résumé le problème en disant : « ce qui compte,

c'est le rapport de force [avec la classe capitaliste], et le rapport de force dans les entreprises, il n'y a que ça de vrai ». « Tout-à-fait d'accord, c'est dans les entreprises que ça se passe » a ajouté un autre. C'est l'une des gilets jaunes qui a conclu, parlant des travailleurs des grandes entreprises et de ceux mobilisés dans le mouvement des gilets jaunes : « il faudra qu'on se rejoigne ».

Changement climatique : une organisation sociale à combattre

La perspective de manifestations les 15 et 16 mars pouvant mobiliser la jeunesse et la population pour protester contre l'inaction du gouvernement face au changement climatique agite les sommets de l'État.

Pour éviter que les lycéens ne fassent la grève scolaire et ne sortent dans les rues vendredi 15 mars, le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, tente une manœuvre ridicule : l'organisation de causeries sur le climat ce jour-là de 16h à 18h dans les lycées, à la place des cours. « Ce n'est pas ce qu'on demande » ont réagi immédiatement des lycéens, qui considèrent justement qu'on a assez parlé du climat mais peu agi et qui veulent « changer le système et non le climat ».

De son côté, le ministre de l'Écologie, de Ruy, a annoncé que la présentation du projet de loi sur l'énergie

et le climat serait retardée car « le président (veut) en accroître encore l'ambition ». Autrement dit, Macron et Ruy promettent de faire en mieux mais à l'avenir... ce que l'État n'a pas fait ces dernières années, reniant même ses promesses de baisse des émissions de gaz à effet de serre datant de l'accord de Paris 2015.

Une nouvelle tournée de promesses ne coûtera pas cher. Elle ne donnera rien de plus que les précédentes car le gouvernement ne maîtrise pas plus le climat que l'économie. Pour éviter un réchauffement climatique dévastateur, il faut changer de mode de production

à l'échelle mondiale. C'est impossible dans un système où les grandes entreprises décident souverainement ce qu'elles produisent et comment elles le produisent, en fonction de leurs seuls impératifs de profit immédiat. La bourgeoisie, qui possède les capitaux, se moque de savoir si ses entreprises polluent la planète, du moment qu'elles lui rapportent.

Quant aux États nationaux, ils sont plus soucieux de défendre leurs capitalistes dans les rivalités qui les opposent aux autres que de préserver le climat global. Le capitalisme n'évitera pas à l'humanité la catastrophe climatique, pas plus qu'il ne lui épargne les famines, le chômage et les guerres.

Les scientifiques spécialistes du climat savent

ce qu'il faudrait faire pour limiter le réchauffement, tout comme leurs collègues médecins savent éviter les épidémies et soigner les malades, mais ne peuvent le faire sur une planète où la pauvreté du plus grand nombre est la condition pour que la minorité de possédants vivent dans le luxe et les privilèges.

Traîner l'État français en justice pour inaction climatique, comme le font les initiateurs de la pétition « l'Affaire du siècle », dont l'ancienne ministre Cécile Duflot, aura, si cela aboutit, une valeur symbolique. Mais une condamnation en justice, si même elle se produit, ne contraindra jamais l'État à agir contre sa nature profonde : soutenir les capitalistes dans leur course au profit, quitte à ce que le prix

soit non seulement l'exploitation et la pauvreté mais aussi le gâchis de l'environnement et la destruction de la planète.

Ceux qui manifestent, parce qu'ils prennent conscience de l'incapacité des gouvernants à agir contre le réchauffement climatique, ont pleinement raison de le faire. Il est probable, en France, que le gouvernement tente de se dédouaner en envoyant de jeunes ministres trentenaires se montrer dans les manifestations. Mais la jeunesse qui ne veut pas se résigner à subir les maux de cette société ne devra pas s'arrêter dans sa prise de conscience. C'est à toute cette organisation injuste, le système capitaliste, qu'elle devra s'en prendre.

Lucien Déroit